

L'UTILISATION DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES AU NOUVEAU-BRUNSWICK, DE 2010 À 2018



J. C. Herbert Emery, Ph. D.

Bethany Daigle, MA

Li Wang, MA

TITRE DU PROJET

L'utilisation des bibliothèques publiques au Nouveau-Brunswick, de 2010 à 2018

CHERCHEURS PRINCIPAUX

J. C. Herbert Emery, titulaire de la chaire Vaughan en économie régionale
Département d'économie de l'Université du Nouveau-Brunswick

ÉQUIPE DE RECHERCHE

Bethany Daigle, assistante à la recherche, NB Institute for Research, Data and Training (NB-IRDT)
Li Wang, analyste de données, NB-IRDT

PARTENAIRES

Ce projet a bénéficié d'un financement du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail (EPFT) du Nouveau-Brunswick.

COMMENT CITER LE PRÉSENT RAPPORT

EMERY, J. C. H., B. DAIGLE et L. WANG. *The use of public libraries in New Brunswick, 2010 to 2018*, Fredericton (N.-B.), New Brunswick Institute for Research, Data and Training, 2019.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	3
POINTS DE SERVICE	4
RÉSUMÉ.....	5
SOMMAIRE	6
INTRODUCTION	7
REVUE DE LA LITTÉRATURE	10
DONNÉES.....	15
STATISTIQUES DESCRIPTIVES	16
1. Population au Nouveau-Brunswick	16
2. L'utilisation des bibliothèques publiques du N.-B.	19
2.1 Nombre annuel d'emprunteurs actifs	19
2.2 Prêts physiques annuels.....	25
2.3 Prêts physiques mensuels.....	31
2.5 Prêts électroniques et prêts totaux	36
ANALYSE DE RÉGRESSION	39
À propos des mesures des emprunteurs actifs	39
À propos des mesures de prêts physiques	40
RÉSUMÉ ET ANALYSE.....	41
BIBLIOGRAPHIE.....	44
ANNEXE	48

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Population du N.-B., totale et par agglomération de recensement, 2011 et 2016	16
Figure 2 : Population du N.-B., par groupe d'âge, 2011 et 2016.....	17
Figure 3 : Changement dans l'âge moyen, par province, de 2011 à 2016	18
Figure 4 : Changement dans l'âge moyen au N.-B., par région, de 2011 à 2016.....	18
Figure 5 : Nombre de jeunes (âgés de 0 à 14 ans) au N.-B., par RMR/AR, 2011 et 2016	19
Figure 6 : Emprunteurs actifs au N.-B., de 2010 à 2018.....	19
Figure 7 : Emprunteurs actifs au N.-B., par région, de 2010 à 2018	20
Figure 8 : Emprunteurs actifs au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de 2010 à 2018	21
Figure 9 : Emprunteurs actifs au N.-B., sud par rapport au nord, de 2010 à 2018.....	22
Figure 10 : Emprunteurs actifs au N.-B., changement en pourcentage, 2014-2015	23
Figure 11 : Emprunteurs actifs au N.-B., changement en pourcentage, 2015-2016	24
Figure 12 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., de 2010 à 2018	25
Figure 13 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., par région, de 2010 à 2018	26
Figure 14 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de 2010 à 2018	27
Figure 15 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., sud par rapport au nord, de 2010 à 2018	27
Figure 16 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques, 2013-2014.....	29
Figure 17 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques, 2014-2015	30
Figure 18 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., par région, de janvier 2010 à décembre 2018	31
Figure 19 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de janvier 2010 à décembre 2018.....	32
Figure 20 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., sud par rapport au nord, de janvier 2010 à décembre 2018	33
Figure 21 : Taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux, de 2011 à 2016.....	34
Figure 22 : Taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B., par région, de 2010 à 2018....	35
Figure 23 : Taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de 2010 à 2018	35
Figure 24 : Taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B., sud par rapport au nord, de 2010 à 2018	36
Figure 25 : Prêts électroniques annuels au N.-B., de 2011 à 2017	37
Figure 26 : Prêts électroniques mensuels au N.-B., de décembre 2010 à mars 2018	37
Figure 27 : Prêts physiques et électroniques totaux au N.-B., de 2011 à 2017	38
Figure 28 : Nombre total de prêts physiques et électroniques au N.-B., de 2011 à 2017	42

POINTS DE SERVICE¹



RÉSUMÉ

Le présent rapport décrit les tendances en matière d'activité des emprunteurs dans les bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick; ses auteurs se penchent sur les effets de perturbations et d'améliorations des services de bibliothèque, y compris l'accès aux installations et aux collections des établissements. Nous observons des tendances positives dans le sud de la province, largement attribuables à la croissance démographique. Parallèlement, les taux d'emprunteurs actifs et de prêts physiques dans le nord résistent de façon surprenante au déclin de la population, le taux d'emprunteurs actifs² étant plus élevé hors des plus grandes agglomérations de recensement. Aucune perturbation ni aucune amélioration des services de bibliothèque n'a entraîné de diminution du nombre d'emprunteurs actifs au Nouveau-Brunswick, et les rénovations et agrandissements ont attiré de façon significative des milliers d'emprunteurs actifs dans chacune des régions. Globalement, nous trouvons remarquables la stabilité et la croissance dans l'utilisation des services de bibliothèque au Nouveau-Brunswick, en dépit du vieillissement de la population, de la stagnation économique, de la lenteur de la croissance démographique et des changements technologiques et sociaux. Nous attribuons ces tendances à des décisions stratégiques et à des innovations concernant l'accès aux bibliothèques et leur offre de services.

¹ La carte des points de service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick provient du Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick (2015).

² Le terme « emprunteurs actifs » désigne le nombre de cartes de bibliothèque affichant une activité – ou utilisation – au cours d'une année donnée. L'activité en question pourrait être l'emprunt d'un article d'une collection physique, l'accès à des ressources en ligne par l'intermédiaire du site Web de la bibliothèque ou la mise à jour d'un compte d'utilisateur.

SOMMAIRE

Le présent rapport décrit les tendances en matière d'activité des emprunteurs dans les bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick; ses auteurs se penchent sur les effets de perturbations et d'améliorations des services de bibliothèque, y compris l'accès aux installations et aux collections des établissements. Nous utilisons les données compilées par le gouvernement du Nouveau-Brunswick pour 63 bibliothèques publiques et analysons le nombre annuel d'emprunteurs actifs³ de 2010 à 2018, ainsi que le nombre mensuel de prêts physiques d'articles de bibliothèques publiques de janvier 2010 à décembre 2018.

Nous observons que la demande à l'égard des services de bibliothèque dans la province est demeurée stable entre 2010 et 2018, à en juger par le nombre d'emprunteurs actifs et le volume total de prêts. Nous constatons aussi que les Néo-Brunswickois en sont venus à emprunter, en complément aux articles physiques traditionnels, des documents électroniques, bien que ceux-ci ne représente toujours qu'un petit pourcentage des prêts totaux. Depuis 2015, le nombre d'emprunteurs actifs et la circulation physique de documents de bibliothèque sont en augmentation dans le sud de la province, particulièrement dans les trois plus grandes agglomérations de recensement (les régions métropolitaines de recensement [RMR] de Moncton et de Saint John et l'agglomération de recensement de Fredericton [AR]). Au cours de la même période, le reste de la province en a enregistré une diminution; le taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux demeure cependant supérieur hors des trois grandes agglomérations de recensement.

La tendance à la hausse dans le sud depuis 2015 pourrait être attribuable à la récente politique instituant l'accès à toutes les bibliothèques publiques le samedi et l'accès à cinq d'entre elles le dimanche⁴, ainsi qu'à l'introduction de cartes à prêts limités et à l'élimination des frais de retard pour les enfants de 12 ans et moins. Aucune perturbation ni amélioration des services de bibliothèque ne s'est avérée avoir entraîné de diminution du nombre d'emprunteurs actifs, et les rénovations et agrandissements ont attiré de façon significative des milliers d'emprunteurs actifs dans chacune des régions.

Nous constatons que les tendances positives dans le sud sont largement attribuables à la croissance de la population, tandis que les taux d'emprunteurs actifs et de prêts physiques dans le nord résistent de façon surprenante au déclin démographique. Globalement, nous trouvons remarquables la stabilité et la croissance dans l'utilisation des services de bibliothèque au Nouveau-Brunswick, en dépit du vieillissement de la population, de la stagnation économique, de la lenteur de la croissance démographique et des changements technologiques et sociaux. Nous attribuons ces tendances à des décisions stratégiques et à des innovations concernant l'accès aux bibliothèques et leur offre de services.

³ Le terme « emprunteurs actifs » désigne le nombre de cartes de bibliothèque affichant une activité – ou utilisation – au cours d'une année donnée. L'activité en question pourrait être l'emprunt d'un article d'une collection physique, l'accès à des ressources en ligne par l'intermédiaire du site Web de la bibliothèque ou la mise à jour d'un compte d'utilisateur.

⁴ Les cinq bibliothèques publiques du N.-B. visées par cette politique pilote sont la Bibliothèque publique de Moncton, la Bibliothèque du centenaire de Campbellton, la Bibliothèque publique de Saint John – succursale centrale, la Bibliothèque publique Mgr-W.-J. Conway (Edmundston) et la Bibliothèque publique de Fredericton.

INTRODUCTION

Le statut des bibliothèques publiques au Canada est compliqué – c'est là le moins qu'on puisse dire. Les Canadiens semblent réellement accorder de l'importance à leurs bibliothèques. L'Online Computer Library Center (OCLC) montre qu'en 2011, ils ont visité les bibliothèques publiques presque aussi souvent qu'ils allaient au cinéma, et 20 fois plus souvent qu'ils assistaient à des matchs de la LNH. Près des deux tiers des Canadiens détiennent une carte de bibliothèque – une proportion presque égale au nombre d'entre eux qui sont titulaires d'un passeport (OCLC, 2011).

Outre le traditionnel emprunt de livres, les Canadiens se prévalent fréquemment d'autres services de bibliothèque; les salles de réunion des bibliothèques sont utilisées par plus de 28 000 personnes, et près de 16 000 participent chaque mois à des cours de formation aux technologies. Les postes de travail permettant d'accéder à Internet sont utilisés plus de 18 millions de fois par an, et les bibliothèques qui offrent le Wi-Fi gratuit enregistrent 3,2 millions de connexions annuellement (OCLC, 2011). Le gouvernement du Nouveau-Brunswick (N.-B.) a même reconnu publiquement le rôle précieux joué par les bibliothèques en tant que « centres communautaires indispensables », établissant en octobre le Mois des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick (GNB, 2016, paragr. 3).

L'avenir des bibliothèques publiques à l'échelle du pays demeure flou, tandis que ces dernières se trouvent de plus en plus confrontées à des difficultés financières, à des problèmes de dotation et à la menace de fusions ou de fermetures. Tandis que le Nouveau-Brunswick célébrait le Mois des bibliothèques publiques, Terre-Neuve-et-Labrador a annoncé que la province fermerait 54 bibliothèques publiques en raison de compressions budgétaires – 41 autres seulement demeurant ouvertes dans la province (« Public », 2016). Bien que ce plan ait été suspendu en raison d'une opposition publique massive (« Good », 2018; Roberts et Ensing, 2016), et que le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador ait alloué 11,3 millions de dollars aux budgets des bibliothèques pour l'année 2017, l'association des bibliothèques de la province note que ces dernières sont toujours sous-financées (« Good », 2018).

La documentation existante cerne certaines des principales difficultés qui menacent le soutien des bibliothèques publiques. Au nombre de celles-ci figurent notamment la prévalence d'Internet, le récent ralentissement économique, les compressions budgétaires et le financement réduit, la diminution de la population, les tentatives visant à accroître la valeur pour les contribuables, la demande d'un rendement du capital investi, le manque de personnel et de technologies modernes, la concurrence d'autres services gratuits et la perception générale selon laquelle les gens n'utiliseraient plus les bibliothèques (Berthiaume, 2017; Chen et Ke, 2017; DeYoung, 2015; Fischer, 2015; Galloway, 2018; Gustina, 2018; Holt, 2009b; Johnson, 2010; Sawyer, 1996; Smith, 2014; Taylor et coll., 2012).

Étant donné ces difficultés, les bibliothèques publiques se trouvent « forcées de prouver leur valeur au public pour obtenir (...) un soutien financier et intellectuel » (Chen et Ke, 2017, p. 45) [traduction]. Relativement peu de recherches ont cependant été menées, à ce jour, en vue de démontrer cette valeur de façon empirique (Holt, 2009b; Vårheim, 2008). Il est donc important que davantage d'études explorent ce concept, particulièrement en ce qui concerne les petites collectivités et les collectivités rurales, où l'avenir des bibliothèques publiques est particulièrement volatil en raison du déclin démographique et de la réduction de l'assiette fiscale (Gustina, 2018), et où l'accès à Internet n'est pas aussi bon, ou du moins pas aussi abordable.

Nous entendons décrire les tendances dans l'utilisation des bibliothèques publiques au N.-B. et cherchons à montrer si les perturbations des services de bibliothèque – comme des changements des heures d'accès ou des fermetures pour rénovations – influent considérablement sur la fréquentation des lieux. Dans un premier temps, nous présentons ici des statistiques descriptives

sur l'utilisation des bibliothèques publiques au Nouveau-Brunswick entre 2010 et 2018. Dans un second, nous analysons les effets des perturbations survenues, des changements dans l'accès et des améliorations de l'utilisation de 63 bibliothèques publiques au N.-B. entre 2010 et 2018, au moyen d'une analyse de régression. Pour les statistiques descriptives et les modèles de régression, nous employons un ensemble de données consistant en un dénombrement annuel des emprunteurs actifs de 2010 à 2018. Le terme « emprunteurs actifs » désigne le nombre de cartes de bibliothèque affichant une activité – ou utilisation – au cours d'une année donnée. L'activité en question pourrait être l'emprunt d'un article d'une collection physique, l'accès à des ressources en ligne par l'intermédiaire du site Web des bibliothèques ou la mise à jour d'un compte d'utilisateur. Nous utilisons aussi un ensemble de données consistant en un dénombrement mensuel des prêts physiques d'articles des bibliothèques publiques de janvier 2010 à décembre 2018. Les deux ensembles de données sont fournis par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Nous nous fondons également, enfin, sur les données de 2011 et de 2016 du Recensement de la population de Statistique Canada.

Nous comparons les emprunteurs actifs et les prêts physiques par agglomération de recensement (RMR de Moncton et de Saint John et AR de Fredericton comparativement au reste de la province), par région (York, Fundy, Albert-Westmorland-Kent, Haut-Saint-Jean et Chaleur) et par division de la province (nord et sud).

Nous observons que la demande à l'égard des services de bibliothèque dans la province est demeurée stable entre 2010 et 2018, à en juger par le nombre d'emprunteurs actifs et le volume total de prêts. Nous constatons aussi que les Néo-Brunswickois ont commencé à consulter, en complément aux articles physiques traditionnellement empruntés, des bibliothèques électroniques pour leur contenu, bien que ce dernier ne représente toujours qu'un petit pourcentage des prêts totaux.

Depuis 2015, le nombre d'emprunteurs actifs et la circulation physique de documents de bibliothèque sont en augmentation dans le sud de la province, particulièrement dans les trois plus grandes agglomérations de recensement (les régions métropolitaines de recensement [RMR] de Moncton et de Saint John et l'agglomération de recensement de Fredericton [AR]). Pendant ce temps, le reste de la province a connu un déclin. La tendance à la hausse dans le sud depuis 2015 pourrait être attribuable à la récente politique instituant l'accès à toutes les bibliothèques publiques le samedi et l'accès à cinq d'entre elles le dimanche à longueur d'année, ainsi qu'à l'introduction de cartes à prêts limités et à l'élimination des frais de retard pour les enfants de 12 ans et moins.

Les perturbations qui ont affectées les bibliothèques publiques au N.-B. entre 2010 et 2018 n'ont pas eu d'effets importants sur le nombre d'emprunteurs actifs de chacune des bibliothèques. À l'échelle régionale, le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine, les rénovations et les agrandissements ont attiré des milliers d'emprunteurs actifs dans chaque région, tandis qu'aucun événement ne s'est révélé en diminuer le nombre. Le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine s'est avéré constituer une bonne politique, qui a engendré une augmentation importante du volume de prêts physiques à l'échelle des bibliothèques comme à l'échelle régionale.

Globalement, nous trouvons remarquables la stabilité et la croissance dans l'utilisation des services de bibliothèque au Nouveau-Brunswick, en dépit du vieillissement de la population, de la stagnation économique, de la lenteur de la croissance démographique et des changements

⁵ En novembre 2018, la Bibliothèque des métiers d'art et de design du Nouveau-Brunswick a ouvert ses portes à Fredericton, portant à 64 le nombre de bibliothèques publiques dans la province. Bien que nous ayons obtenu des données relativement aux prêts physiques à cette bibliothèque, nous ne l'incluons pas dans notre analyse en raison des observations trop peu nombreuses.

technologiques et sociaux. Nous attribuons ces tendances à des décisions stratégiques et à des innovations concernant l'accès aux bibliothèques et leur offre de services.

REVUE DE LA LITTÉRATURE

Les bibliothèques peuvent potentiellement contribuer au « capital social » d'une collectivité. Dans la documentation examinée ci-après, les niveaux d'activité et d'utilisation des bibliothèques sont considérés comme des mesures substitutives de l'ampleur de la contribution de celles-ci au capital social. Mesurer la valeur socio-économique des bibliothèques peut constituer un défi, car les avantages associés aux bibliothèques publiques ne sont pas monétisés par des opérations de marché. Déterminer la volonté de payer pour les services de bibliothèque est aussi rendu difficile par l'aspect « biens publics » de ces établissements : l'utilisation de leurs installations et de leurs collections n'implique aucune rivalité, et l'accès est habituellement non exclusif pour les membres de la collectivité. Dans des situations comme celle-là, les marchés privés auront tendance à sous-financer les biens publics, ce qui veut dire que le financement public – ainsi que des droits d'utilisation symboliques et la philanthropie – constitue le mode de financement dominant des services de bibliothèque.

Plusieurs articles ont été publiés relativement à la valeur économique des bibliothèques (Bishop et coll., 2016; Field et Tran, 2018; Fitch et Warner, 1998; Hancks, 2012; Holt et Elliott, 2003; Leavitt et coll., 2010; Sawyer, 1996; Taylor et coll., 2012). Une part bien plus importante de la documentation existante traite cependant des bibliothèques en termes de valeur sociale plutôt qu'exclusivement économique, analysant la relation entre les bibliothèques publiques et le capital social (Bourke, 2005; Chen et Ke, 2017; Ferguson, 2012; Goulding, 2004; Griffis et Johnson, 2014; Hillenbrand, 2005a; Hillenbrand, 2005b; Johnson, 2010; Johnson, 2012; Johnson et Griffis, 2014; Khoir et coll., 2017; Vårheim, 2007; Vårheim, 2008; Vårheim, 2009; Vårheim, 2014; Vårheim, 2017; Vårheim et coll., 2008).

Le terme *capital social* remonte aux théoriciens économiques des Lumières écossaises et à la tradition sociologique classique du XIX^e siècle (Hillenbrand, 2005b). La première occurrence à avoir été officiellement relevée, toutefois, figurait dans un article de L. J. Hanifan (1916), qui définit le capital social comme

« ces substances tangibles [qui] comptent le plus pour la vie quotidienne des gens, en l'occurrence la bonne volonté, la camaraderie, la sympathie et les rapports sociaux entre les individus et les familles qui constituent une unité sociale [...]. L'individu est socialement démuní, s'il se trouve laissé à lui-même [...]. S'il entre en contact avec son voisin – lequel ne sera assurément pas le dernier – il y aura accumulation de capital social, qui pourrait immédiatement satisfaire ses besoins sociaux et pourrait présenter un potentiel social suffisant pour permettre d'améliorer considérablement les conditions de vie de toute la communauté. » (cité dans Hillenbrand, 2005b, p. 4) [traduction]

Une explication beaucoup plus contemporaine nous est fournie par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) (2001), qui décrit le capital social comme « des réseaux ainsi que des normes et des valeurs et convictions communes qui facilitent la coopération au sein des groupes ou entre eux » [traduction]. Les définitions de capital social varient (Hillenbrand, 2005a; Johnson, 2010; Johnson et Griffis, 2014), mais la majorité des chercheurs envisagent le capital social comme la valeur des relations sociales (Vårheim, 2014).

À l'heure actuelle, la définition la plus couramment employée est celle de Putnam (2007), qui définit le capital social comme « des réseaux sociaux et les normes connexes de réciprocité et de fiabilité » (cité dans Vårheim, 2008, p. 2) [traduction]. Par-dessus tout, cependant, c'est par l'établissement de la confiance que le capital social est souvent mesuré (Johnson, 2010). Bien que « relevant moins du rendement économique et davantage de la société civile et des réseaux au sein de la famille et de la collectivité » (Ferguson, 2012, p. 24) [traduction], le capital social et la confiance sociale sont néanmoins associés à l'accroissement d'autres formes de capital

(Elbeshausen et Skov, 2004; Ferguson, 2012) et au développement économique de même qu'à des améliorations dans la démocratie, l'éducation, la santé individuelle, la participation communautaire et les interactions sociales dans leur ensemble, pour n'en énumérer que quelques-uns des avantages connus (Chen et Ke, 2017; Goulding, 2004; Vårheim, 2007; Vårheim, 2017; Vårheim et coll., 2008).

Hillenbrand (2005a) souligne que « l'argument en faveur de l'évaluation des effets sociaux repose sur le besoin perçu de démontrer, au lieu de les présumer, la valeur et l'importance de la bibliothèque publique » (p. 6) [traduction]. Bien que la recherche sur le capital social soit, ces derniers temps, florissante, la documentation sur le rôle des bibliothèques publiques dans l'établissement du capital social est demeurée limitée jusqu'au début des années 2000, lorsque Hillenbrand (2005b) a affirmé que ces dernières avaient été oubliées par la plupart des analystes comme source potentielle dudit capital.

Suivant la recherche de Hillenbrand, Vårheim (2011) a constaté que les énoncés de mission de nombreuses bibliothèques comprenaient, parmi les principaux objectifs poursuivis par celles-ci, des expressions telles que « bâtir des collectivités fortes » ou « contribuer au bien-être des collectivités », et Wilkinson (2018), chef de la direction de The Reading Agency au Royaume-Uni, a rapporté que 75 % des gens considéraient comme essentiel le service offert par les bibliothèques aux communautés locales. Les bibliothèques sont perçues comme des endroits sûrs de confiance qui non seulement offrent des livres, de l'information, des expériences et des idées, mais contribuent aussi à l'éducation, à la cohésion communautaire, au bien-être et même à la santé; elles devraient donc vraisemblablement être accessibles à tous (Wilkinson, 2018).

Certains soutiennent que les bibliothèques produisent du capital social en rassemblant les gens. Bundy (2003) va même jusqu'à qualifier les bibliothèques publiques de « capital social » en elles-mêmes (cité dans Ferguson, 2012, p. 23). Comme le souligne Johnson (2010) : « Les bibliothèques sont ouvertes aux gens quels que soient leur âge, leur sexe, leur revenu, leur race ou leurs convictions politiques ou religieuses » (p. 147) [traduction]. Cette universalité de l'accès fait d'elles un endroit idéal pour les gens où se rencontrer et interagir avec d'autres, aux origines et aux croyances différentes, dans un environnement non conflictuel (Johnson, 2010). D'autres études présentent des perspectives similaires, donnant à penser que les interactions entre les usagers des bibliothèques promeuvent la tolérance, le respect et la cohésion sociale (Chen et Ke, 2017; Goulding, 2004; Griffis et Johnson, 2013; Hillenbrand, 2005b; Johnson, 2012; Vårheim 2007; Vårheim et coll., 2008).

Le capital social est considéré comme résultant de nombreux facteurs parmi lesquels l'information et les ressources émotives offertes par le personnel des bibliothèques à leurs abonnés (Griffis et Johnson, 2012; Johnson, 2012; Vårheim et coll., 2008), l'engagement des bibliothèques auprès des associations bénévoles et leur participation aux activités communautaires (Griffis et Johnson, 2013; Hillenbrand, 2005b; Vårheim, 2007) ainsi que l'information, la technologie et les cours qu'elles offrent au public (Goulding, 2004; Hillenbrand, 2005b; Johnson, 2012; Vårheim, 2014). Enfin, la seule présence de l'édifice physique contribue à la constitution de capital social en suscitant « des sentiments de fierté dans le voisinage » et en inspirant « l'espoir que les conditions locales s'améliorent » (Johnson, 2012, p. 59 et 60) [traduction]. Comme le fait valoir Oliphant (2014), « personne ne veut vivre dans une collectivité sans bibliothèque, qu'il en soit ou non usager » (p. 359) [traduction].

À ce jour, la documentation sur la corrélation entre les bibliothèques publiques et le capital social a pour l'essentiel été spéculative, fondée sur des suppositions, mais optimiste. Dans les dernières années, cependant, des études quantitatives empiriques ont émergé par rapport à la corrélation entre l'accès aux bibliothèques publiques et la génération de capital social au Canada (Griffis et Johnson, 2012; Johnson et Griffis, 2014), aux États-Unis (Johnson, 2010; Johnson, 2012; Vårheim, 2014; Vårheim et coll., 2008), dans le sud de l'Australie (Hillenbrand, 2005b) et à Taiwan (Chen et

Ke, 2017). Toutes ces études mesurent le capital social par des entrevues et des questionnaires conçus spécialement à cette fin.

L'étude innovante menée par Hillenbrand (2005b) consiste en un audit du capital social de la Mount Barker Community Library, dans le sud de l'Australie, d'avril à novembre 2004. Hillenbrand (2005b) a recouru à des méthodologies quantitatives et qualitatives pour recueillir des données, distribuant notamment un questionnaire de sondage à des usagers des bibliothèques, interviewant des intervenants, organisant des discussions informelles avec des usagers et des membres du personnel et analysant des rapports stratégiques, des sondages auprès d'anciens usagers, des données de recensement et d'autres communications. L'étude de Hillenbrand (2005b) montre que la Mount Barker Community Library « contribue de façon significative » [traduction] au capital social de la collectivité (p. 41).

Emboîtant le pas à Hillenbrand (2005b), Vårheim et coll. (2008) analysent des données agrégées sur la confiance généralisée de la troisième vague du World Values Survey (2006) pour déterminer si les dépenses engagées dans les bibliothèques publiques pourraient expliquer les tendances observées en matière de confiance sociale dans les pays de l'OCDE. L'analyse des données, combinée aux entrevues d'administrateurs de bibliothèques publiques concernant les plans et les budgets des bibliothèques, les mène à conclure que ces dernières constitueraient le plus important facteur dans l'établissement d'une confiance généralisée dans les pays de l'OCDE – plus encore que des institutions publiques efficaces/impartiales comme les hôpitaux. Bien que Vårheim et coll. aient cerné une corrélation élevée entre la confiance sociale et les dépenses par personne dans les bibliothèques, ils reconnaissent que l'orientation en cause n'est pas claire, et qu'il se pourrait que des pays aux hauts degrés de confiance accordent, quoi qu'il en soit, la priorité aux bibliothèques publiques.

L'étude menée en 2010 par Johnson sur la relation entre les bibliothèques publiques et les indicateurs de capital social repose sur les données d'un sondage auprès des usagers de trois bibliothèques publiques dans une grande ville du Midwest américain. Recourant à une analyse de corrélation et au générateur de positions de Lin pour développer des niveaux de capital social individuel, Johnson (2010) conclut que le niveau de capital social des usagers des bibliothèques est considérablement plus élevé en termes de participation communautaire et de confiance que celui d'un échantillon aléatoire de résidents de la ville. La fréquence d'utilisation des bibliothèques n'est cependant associée de façon significative qu'à la participation communautaire, et non à la confiance. L'étude révèle néanmoins l'existence d'une solide relation entre l'utilisation des bibliothèques et le capital social, sans toutefois prouver qu'il y a là une relation de cause à effet.

Dans le cadre de recherches subséquentes, Vårheim (2014) et Johnson (2012) ont interviewé différents groupes aux fins d'études quantitatives et confirmé, une fois encore, que les bibliothèques sont des lieux publics de création de valeur sociale et de capital social, et que leur utilisation peut être considérée comme indicative du capital social. Il y a cependant certaines limites à ces résultats, puisque la confiance généralisée entre les usagers des bibliothèques pourrait ne pas s'étendre aux étrangers hors du contexte des bibliothèques (Vårheim, 2014).

Chen et Ke (2017) ont distribué des questionnaires de sondage aux usagers de la Singang Library, à Taiwan, et analysé les réponses valides au moyen de statistiques descriptives, d'une analyse factorielle et d'une analyse de régression logistique par SPSS 22.0. Leur recherche révèle une corrélation positive entre la fréquence d'utilisation des bibliothèques, les résultats perçus, la bibliothèque comme lieu de rencontre et le capital social.

Johnson et Griffis (2014) établissent la relation entre l'utilisation des bibliothèques et le capital social dans de petites villes de l'Ontario, au Canada, en corrélant la fréquence des visites à la bibliothèque avec des mesures du capital social communautaire et individuel. Ils ont recueilli des

données en recrutant, pour un questionnaire, des participants dans des bibliothèques et ailleurs, et utilisé le générateur de positions de Lin pour calculer les niveaux de capital social. Leur conclusion : « les participants de petites villes présentaient de plus hauts niveaux de capital social que les citadins » (p. 179) [traduction]. L'utilisation des bibliothèques n'était cependant pas associée aux niveaux de capital social dans le cas des participants de petites villes, ce qui donne à penser que les bibliothèques de ces villes ciblent principalement des « résidents de la classe moyenne qui maintiennent leur haut niveau de capital social par la participation à diverses activités et organisations communautaires » (Johnson et Griffis, 2014, p. 179) [traduction]. L'étude explique par ailleurs que, du fait qu'ils sont plus susceptibles de déjà se connaître, le fait d'aller à la bibliothèque n'améliore généralement pas les chances des gens de petites collectivités de faire de nouvelles rencontres, ni de contribuer aux niveaux de confiance.

Ces résultats reflètent ceux d'une étude antérieure de Griffis et Johnson (2013). Les auteurs ont recueilli des données quantitatives dans cinq bibliothèques rurales du sud-ouest de l'Ontario sur plus de trois ans pour établir si l'utilisation des bibliothèques était liée aux niveaux de capital social. Ils ont distribué des sondages, interviewé le personnel et les usagers de bibliothèques, recueilli des documents organisationnels et effectué des observations sur place. Ils concluent que « bien que les bibliothèques rurales puissent présenter un haut potentiel de création de capital social, le chevauchement des réseaux sociaux dans les communautés rurales rend leur influence redondante » (p. 96) [traduction]. Il est plus probable que leurs observations en ce qui concerne le chevauchement de l'influence des bibliothèques et les réseaux sociaux en tant qu'influences sur le capital social signifient qu'il n'est pas possible de cerner statistiquement l'effet des bibliothèques à elles seules.

À l'instar de Vårheim (2014) et de Johnson (2013), nous mesurons l'utilisation des bibliothèques publiques du N.-B. par fréquence. Notre étude repose plus précisément sur deux mesures de fréquence fournies par le gouvernement du Nouveau-Brunswick : le nombre annuel d'emprunteurs actifs, et le nombre mensuel de prêts physiques d'articles de bibliothèque.

Limites

Bien sûr, ce ne sont pas toutes les études qui traitent le capital social comme la meilleure façon de mesurer la valeur des bibliothèques. Selon Portes et Landolt (1996), le capital social, ou « la capacité à établir de solides liens communautaires et les avantages économiques qui en résultent » (paragr. 1) [traduction], a des conséquences négatives pour les personnes de l'extérieur d'une collectivité. « Pour que le capital social veuille dire quelque chose, avancent-ils, la capacité à gérer des ressources par l'intermédiaire de réseaux sociaux doit être distincte du niveau ou de la qualité desdites ressources. Lorsque le capital social et les avantages qui en découlent se trouvent confondus, le terme révèle seulement que ceux qui réussissent prospèrent » (paragr. 7) [traduction].

Dans le même ordre d'idées, Caidi et Allard (2005), Griffis et Johnson (2013) et Vårheim (2008) démontrent tous que les personnes victimes d'exclusion sociale pourraient ne pas être en mesure d'accéder aux sources d'information mises à disposition par la bibliothèque, ainsi qu'aux niveaux de capital social qui y sont associés. Les bibliothèques peuvent potentiellement devenir des forces d'exclusion, ne serait-ce que par inadvertance. Par exemple, dans les bibliothèques rurales de l'étude de Griffis et Johnson (2013), la clientèle était essentiellement blanche et anglo-saxonne; les minorités visibles et les personnes désavantagées sur le plan économique « brillaient par leur absence » (p. 106) [traduction]; bon nombre des personnes interviewées ont employé le concept d'« étranger », défini comme une personne qui n'était « pas du coin » (p. 107) [traduction].

Au-delà de ce problème et des difficultés à déterminer l'orientation causale, une bonne partie de la documentation existante se trouve également limitée en termes de contexte et de portée. Par exemple, la méthode d'administration des sondages accroît le risque de biais dans les

réponses. Comme le souligne Oliphant (2014), « il est important de reconnaître que ce que les gens croient qu'ils feront dans une situation donnée est peu représentatif de ce qu'ils font réellement » (p. 350) [traduction]. Non seulement les gens se jugent mal eux-mêmes, mais ils formulent également des hypothèses incorrectes par rapport aux autres, comme ce pourrait avoir été le cas dans le cadre du sondage mené par Johnson (2012) auprès du personnel de bibliothèque.

Enfin, on déplore un manque criant de recherches empiriques sur le sujet (Vårheim 2009; Vårheim et coll., 2008); il n'existe donc que peu de preuves que les bibliothèques créent bien du capital social et suscitent la confiance à l'égard des gens (Vårheim 2009). Vårheim (2014), notamment, soutient que de conclure que l'utilisation des bibliothèques instaure la confiance sociale exigerait la collecte de données au moyen d'un panel, par opposition aux études transversales déjà existantes.

Il convient par ailleurs de reconnaître que la relation entre les bibliothèques publiques et le capital social diffère probablement en fonction du contexte (Chen & Ke, 2017) – par exemple, l'étude de 2012 de Johnson devrait être élargie à des quartiers riches afin de déterminer si elle offre une image plus claire de cette corrélation (ou de l'absence de corrélation). De plus, comme le suggère DeYoung (2014), il est important que la portée de la recherche effectuée s'étende à l'analyse des services de bibliothèque pour les collectivités des Premières Nations, inuites et métisses, souvent exclues de ces études.

DONNÉES

Pour les statistiques descriptives et les modèles de régression, nous utilisons un ensemble de données consistant en un dénombrement annuel des emprunteurs actifs de 2010 à 2018, ainsi qu'un ensemble de données de dénombrement mensuel des prêts physiques d'articles de bibliothèques publiques de janvier 2010 à décembre 2018, tous deux fournis par le gouvernement du Nouveau-Brunswick. Nous employons également les données de 2011 et de 2016 du Recensement de la population de Statistique Canada. Cette information nous sert à illustrer les tendances dans l'utilisation des bibliothèques publiques au N.-B. entre 2010 et 2018. Nous fournissons par ailleurs une analyse complémentaire du volume annuel de prêts électroniques des livres électroniques et livres audio des bibliothèques publiques de 2011 à 2017. Notre ensemble de données couvre 63 bibliothèques publiques au N.-B.

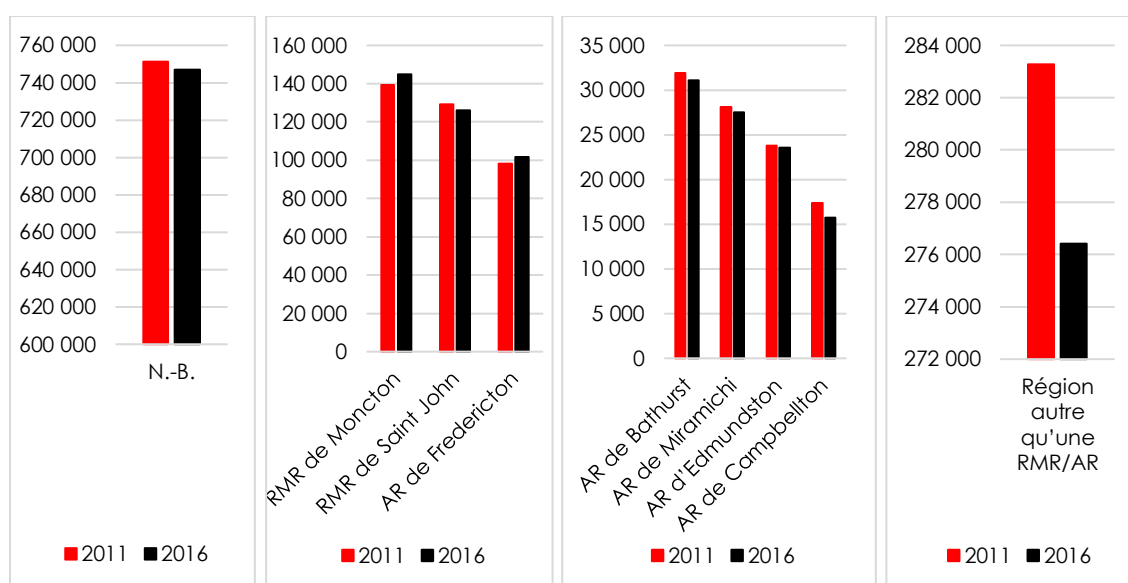
On nous avait aussi fourni une liste complète des événements susceptibles d'avoir perturbé l'accès aux bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick au cours de la période visée par l'étude. (Voir les annexes A et B pour les événements survenus dans les bibliothèques publiques au N.-B. entre 2010 et 2018.) La liste en question, dressée par le gouvernement du Nouveau-Brunswick, comprend les événements perturbateurs, le changement dans l'accès et les améliorations qui ont duré plus d'une semaine. À la lumière de ces événements, nous pouvons déterminer comment les changements dans l'accès aux services de bibliothèque influent sur l'utilisation à long terme de celles-ci.

STATISTIQUES DESCRIPTIVES

1. Population au Nouveau-Brunswick

Nous examinons les changements démographiques au Nouveau-Brunswick au cours de la période visée par l'étude, soit de 2010 à 2018, puisque ces changements sont susceptibles d'influer sur l'utilisation des bibliothèques publiques. Statistique Canada, qui recueille des données sur la population tous les cinq ans dans le cadre d'un recensement, dispose des données les plus récentes aux fins d'illustration des changements démographiques dans la province. Seules les données des recensements de 2011 et de 2016 sont étudiées, cependant, puisque les autres années de recensement s'inscrivent hors de la période visée par l'étude (2010-2018).

Figure 1 : Population du N.-B., totale et par agglomération de recensement, 2011 et 2016



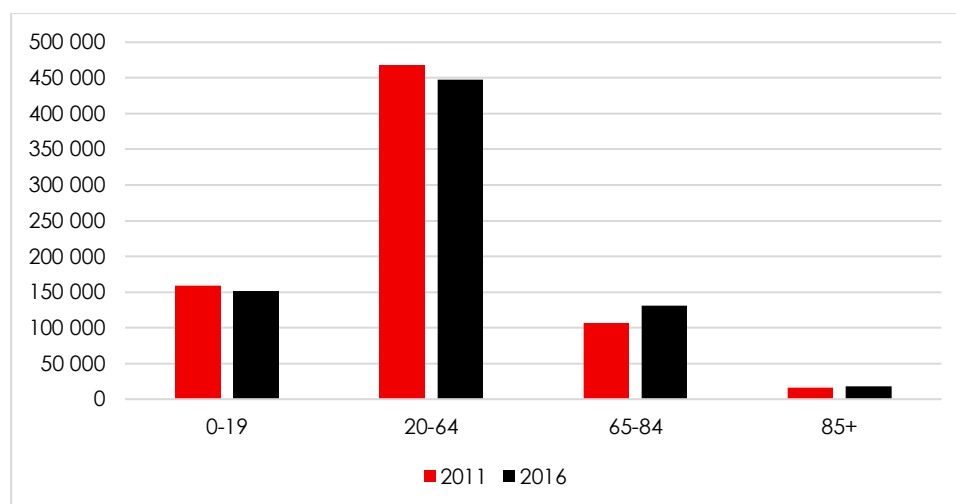
Source : Statistique Canada

En 2016, la population du N.-B. se chiffrait à 747 101 personnes, ce qui représente une diminution de l'ordre de 0,5 % par rapport aux nombres de 2011. Selon Statistique Canada (2016), le N.-B. est la seule province au Canada à avoir vu diminuer sa population entre 2011 et 2016, période au cours de laquelle la population du pays augmentait de 5,0 %. La population de la RMR de Moncton et de l'AR de Fredericton a crû de 4 % entre les recensements de 2011 et de 2016, tandis que celle de la RMR de Saint John diminuait de 2 %. Globalement, les trois plus grandes agglomérations de recensement ont connu une augmentation de 2 % de leur population, accueillant 6 108 Canadiens de plus entre 2011 et 2016. Au cours de la même période intercensale, les populations des autres AR et non-RMR/AR de la province ont toutes diminué.

Soulignons que lors des deux recensements, 37 % de la population du N.-B. vivait hors des RMR/AR, soit plus du double du taux national de 17 % (Statistique Canada [StatCan], 2016). Le nombre de personnes vivant dans les RMR et les AR de la province représentait environ 63 % de la population – encore une fois, moins que la moyenne nationale de 83 % (StatCan, 2016).

emploisNB⁶ a mené une analyse approfondie de la répartition des groupes d'âge dans la province entre 2011 et 2016, et constaté que le nombre de Néo-Brunswickois de moins de 20 ans et de 20 à 64 ans avait diminué de 5,2 % et de 4,5 %, respectivement. Pendant ce temps, le nombre de personnes âgées de 65 à 84 ans augmentait de 22,4 %, et le nombre de personnes âgées de plus de 84 ans, de 7,0 %.

Figure 2 : Population du N.-B., par groupe d'âge, 2011 et 2016

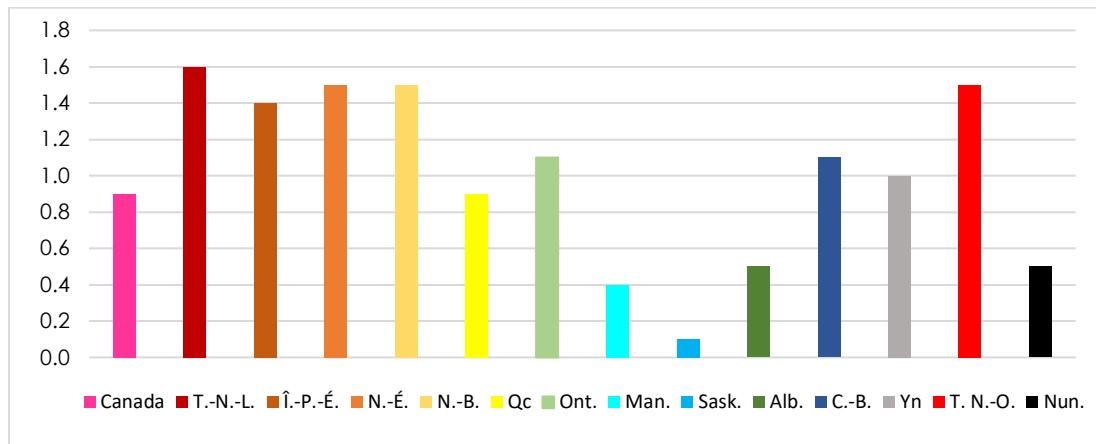


Source : Statistique Canada

Globalement, la proportion de Néo-Brunswickois de moins de 20 ans a diminué de 1 % entre 2011 et 2016, tandis que la proportion de ceux âgés de 20 à 64 ans diminuait de 2,4 %. La proportion de personnes âgées de 65 à 84 ans a augmenté de 3,3 %, et la proportion de 84 ans et plus, de 0,2 %. Voilà qui confirme le vieillissement de la population au Nouveau-Brunswick entre 2011 et 2016, période au cours de laquelle la population âgée de moins de 65 ans a diminué tandis que le nombre de personnes âgées de plus de 65 ans augmentait.

⁶ emploisNB est un organisme financé par les gouvernements du Canada et du Nouveau-Brunswick au moyen de l'Entente Canada – Nouveau-Brunswick sur le développement du marché du travail. Il a pour objectif d'offrir des possibilités d'emploi, de formation professionnelle et de recherche liée à l'emploi au N.-B.

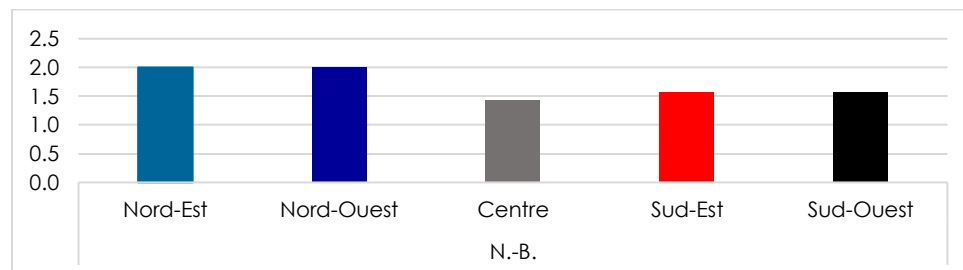
Figure 3 : Changement dans l'âge moyen, par province, de 2011 à 2016



Source : emploisNB.ca

Selon l'analyse menée par emploisNB (2017), l'âge moyen au N.-B. a augmenté de 1,5 an (passant de 42,1 à 43,6 ans) entre 2011 et 2016, tandis que l'âge moyen à l'échelle nationale augmentait de 0,9 an. Cette augmentation n'a été surpassée qu'à Terre-Neuve-et-Labrador, et cadrait avec celles survenues dans les autres provinces de l'Atlantique (emploisNB, 2017).

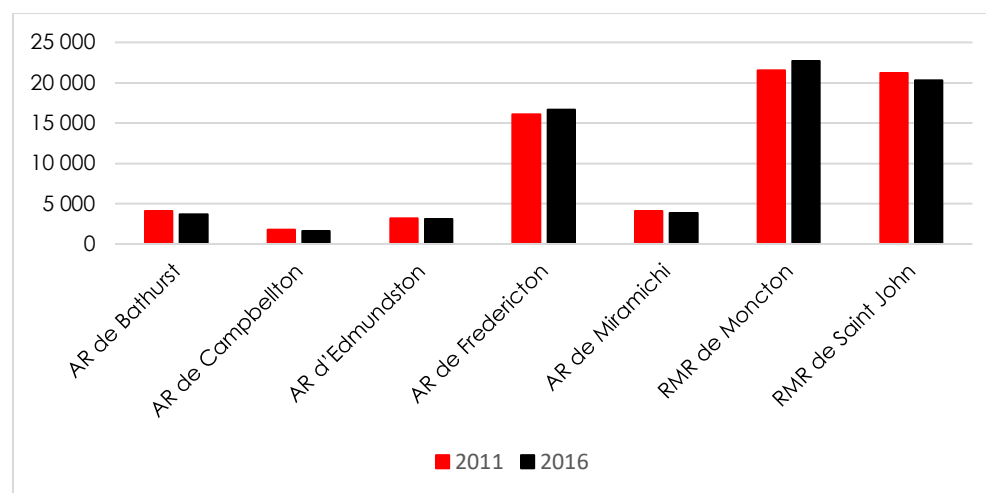
Figure 4 : Changement dans l'âge moyen au N.-B., par région, de 2011 à 2016



Source : emploisNB.ca

L'âge moyen de la population dans le nord du N.-B. a augmenté plus rapidement que dans le centre et le sud de la province. Tandis qu'il augmentait de deux ans au nord durant la période intercensale en question, l'augmentation au sud n'a pas dépassé 1,6 an et au centre, 1,4 an.

Figure 5 : Nombre de jeunes (âgés de 0 à 14 ans) au N.-B., par RMR/AR, 2011 et 2016



Source : emploisNB.ca

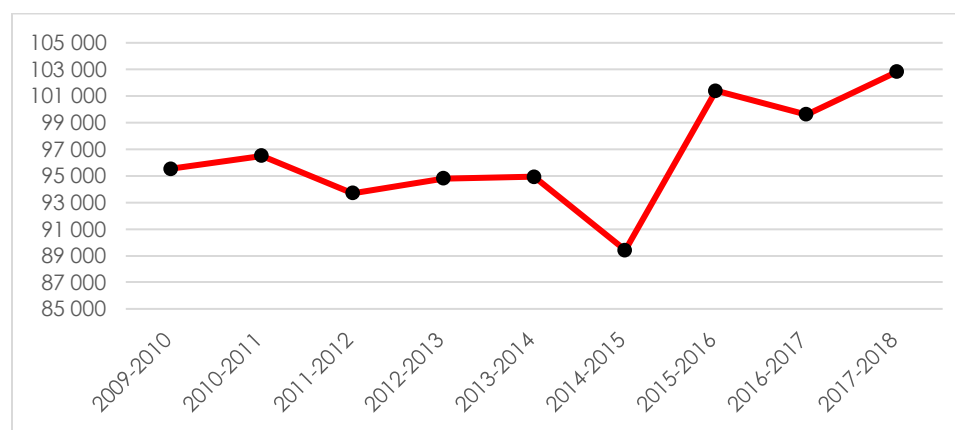
Nous avons aussi extrait le nombre de jeunes (de 0 à 14 ans) dans toutes les RMR et les AR du N.-B. pour la période de 2011 à 2016. Les trois plus grandes agglomérations de recensement en affichaient la plus forte concentration, et Moncton et Fredericton ont été les seules agglomérations de recensement à enregistrer un accroissement de la population des jeunes.

2. L'utilisation des bibliothèques publiques du N.-B.

Nous examinons ensuite les tendances quant au nombre annuel d'emprunteurs actifs de 2010 à 2018, ainsi qu'au nombre annuel et mensuel de prêts physiques de janvier 2010 à décembre 2018.

2.1 Nombre annuel d'emprunteurs actifs

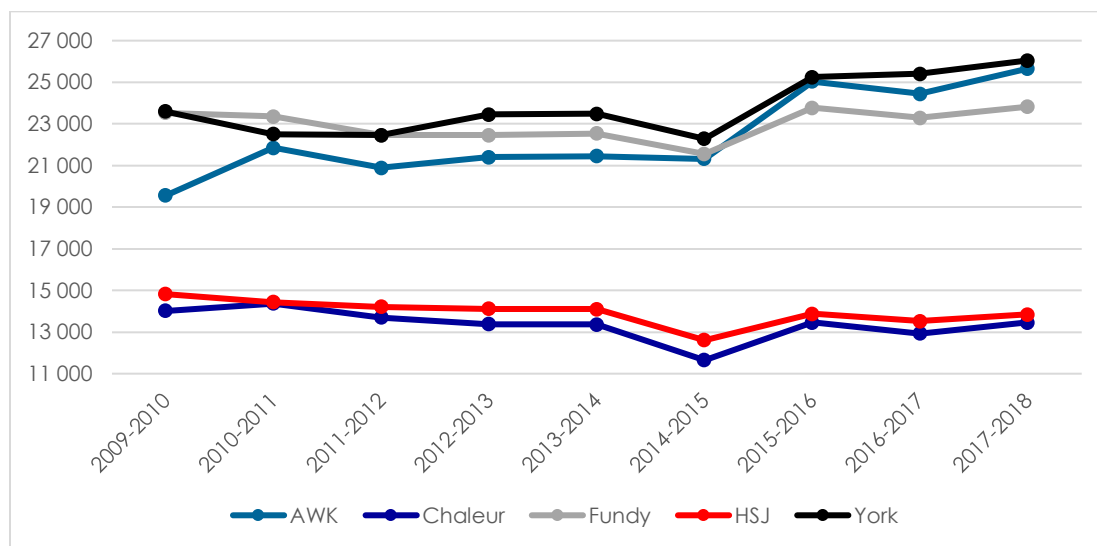
Figure 6 : Emprunteurs actifs au N.-B., de 2010 à 2018



Source : Gouvernement du Nouveau-Brunswick (GNB)

Le nombre total d'emprunteurs actifs pour 63 bibliothèques dans la province a crû de 8 %, passant de 95 534 en 2010 à 102 831 en 2018. Bien que ce nombre ait chuté abruptement en 2014-2015, l'accroissement à compter de 2015-2016 a non seulement compensé la diminution antérieure, mais a aussi porté le nombre à un nouveau sommet.

Figure 7 : Emprunteurs actifs au N.-B., par région, de 2010 à 2018



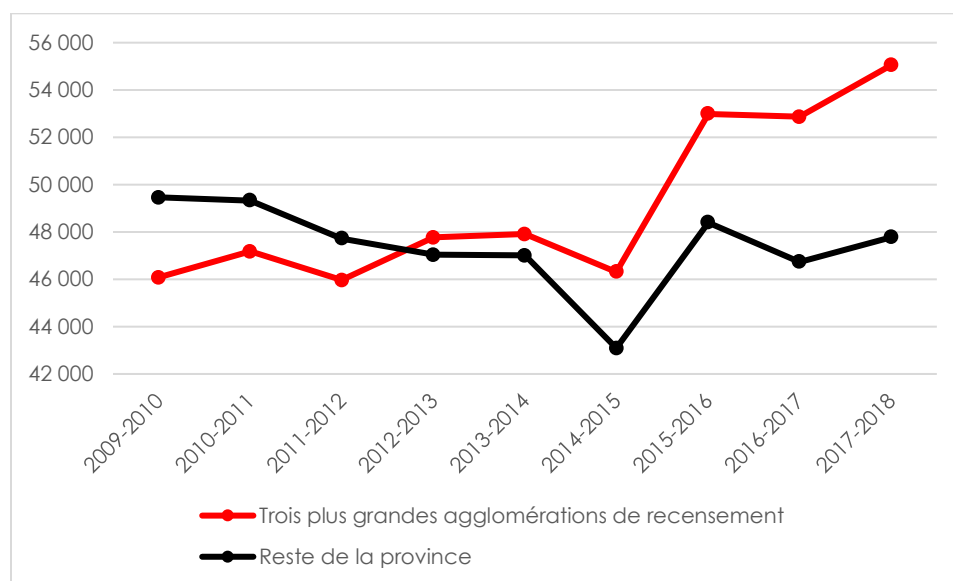
Source : GNB

Les régions de York, de Fundy et d'Albert-Westmorland-Kent (AWK) ont vu s'accroître le nombre d'emprunteurs actifs dans les bibliothèques publiques locales, tandis que celle du Haut-Saint-Jean (HSJ) et la région Chaleur observaient une tendance inverse.

Le nombre d'emprunteurs actifs dans la région de York a augmenté, entre 2010 et 2018, de 10 %, passant de 23 590 à 26 050, tandis que la région d'AWK enregistrait une augmentation de 31 %, de 19 560 à 25 656, et celle de Fundy, une légère augmentation de l'ordre de 1 %. Le nombre total d'emprunteurs actifs dans la région Chaleur et celle du HSJ a diminué, entre 2010 et 2018, de 4 % et 7 % respectivement, chutant de 14 024 et 14 821 emprunteurs actifs en 2010 à 13 452 et 13 846 en 2018.

Au cours de la période 2014-2015, toutes les régions à l'exception d'AWK ont enregistré une importante diminution du nombre d'emprunteurs actifs. La région d'AWK, cependant, est parvenue à maintenir ses effectifs. Au cours de la période 2015-2016 qui a suivi, toutes les régions ont enregistré une augmentation variable du nombre d'emprunteurs actifs, particulièrement celle d'AWK, qui a connu la croissance la plus importante.

Figure 8 : Emprunteurs actifs au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de 2010 à 2018



Source : GNB

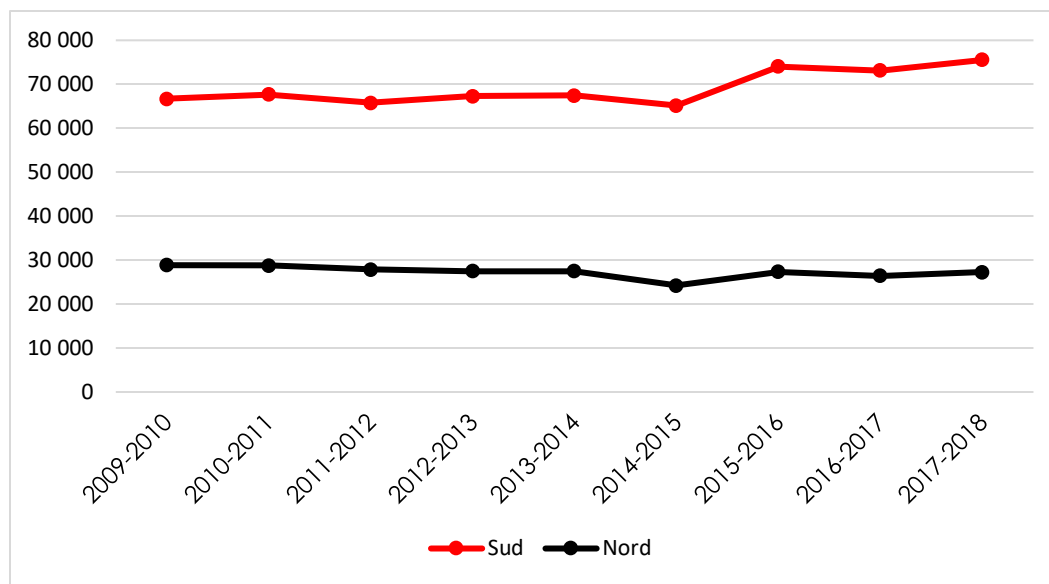
Les trois plus grandes agglomérations de recensement au Nouveau-Brunswick sont, par ordre décroissant de grandeur, les RMR de Moncton et de Saint John et l'AR de Fredericton. La RMR de Moncton est servie par sept bibliothèques publiques, celle de Saint John, par cinq bibliothèques, et l'AR de Fredericton, par quatre.

Le nombre d'emprunteurs actifs dans ces trois agglomérations de recensement a crû de 19 %, passant de 46 070 à 55 047, entre 2010 et 2018, tandis qu'il diminuait de 3 %, de 49 464 à 47 784, dans le reste de la province. Entre 2010 et 2012, il est demeuré, annuellement, plus élevé dans le reste de la province que dans les trois plus grandes agglomérations de recensement. Depuis, toutefois, le nombre d'emprunteurs actifs dans les trois plus grandes agglomérations de recensement a surpassé le reste de la province, et l'écart continue de s'élargir.

Jusqu'ici, nous avons appris que le N.-B. avait connu une diminution significative du nombre d'emprunteurs actifs entre 2014 et 2015, suivi d'une augmentation importante entre 2015 et 2016. La diminution de 2014-2015 s'explique par la réduction supérieure du nombre d'emprunteurs actifs dans les bibliothèques publiques hors des trois plus grandes agglomérations de recensement, et l'augmentation subséquente, par la croissance supérieure qu'ont enregistrée les bibliothèques publiques de ces trois agglomérations.

Bien que le nombre d'emprunteurs actifs dans les trois plus grandes agglomérations de recensement ait depuis continué d'augmenter, le reste de la province a connu une autre diminution importante de 3 % entre 2016 et 2017.

Figure 9 : Emprunteurs actifs au N.-B., sud par rapport au nord, de 2010 à 2018



Source : GNB

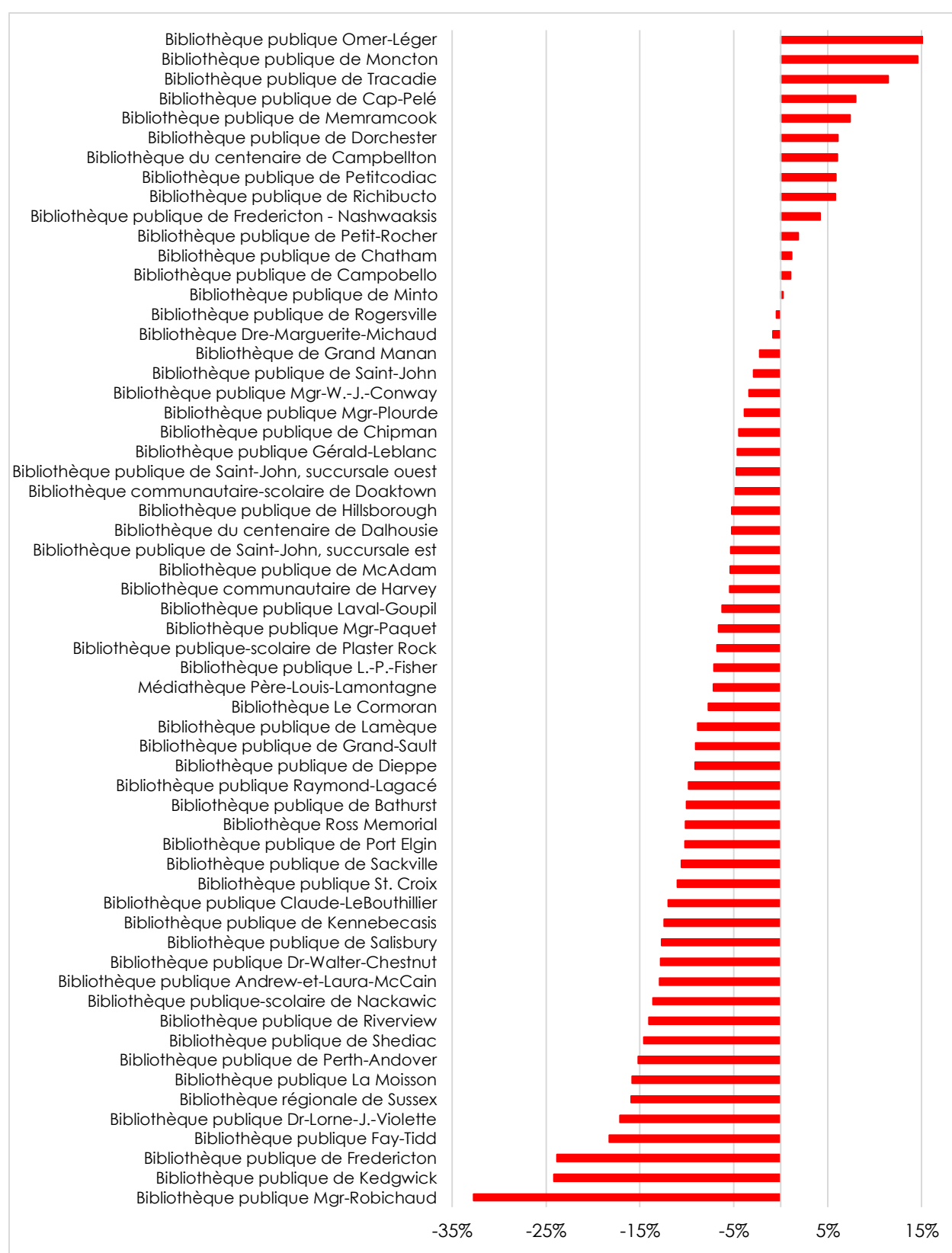
Les régions de York, de Fundy et d'AWK se trouvent dans le sud du Nouveau-Brunswick, tandis que le HSJ et la région Chaleur sont au nord. Sans surprise, on dénombre davantage d'emprunteurs actifs dans le sud de la province qu'au nord, puisqu'une plus grande proportion de la population réside dans le sud.

Au sud, le nombre d'emprunteurs actifs a crû, passant de 66 689 en 2010 à 75 533 en 2018 (soit une augmentation de 13 %). Bien que le sud du N.-B. ait connu une croissance négative du nombre d'emprunteurs actifs en 2014-2015 et en 2016-2017, l'augmentation importante de 65 164 à 74 065 (14 %) entre 2015 et 2016 a contribué à une tendance générale à la hausse.

Le nord du N.-B., en revanche, a affiché une tendance décroissante en ce qui concerne le nombre d'emprunteurs actifs, passé de 28 265 en 2010 à 27 298 en 2018 (-3 %). Cette tendance a connu des fluctuations, le nord de la province enregistrant sa plus importante diminution (-12 %) entre 2014 et 2015, suivie d'une augmentation importante de 13 % du nombre d'emprunteurs actifs l'année suivante.

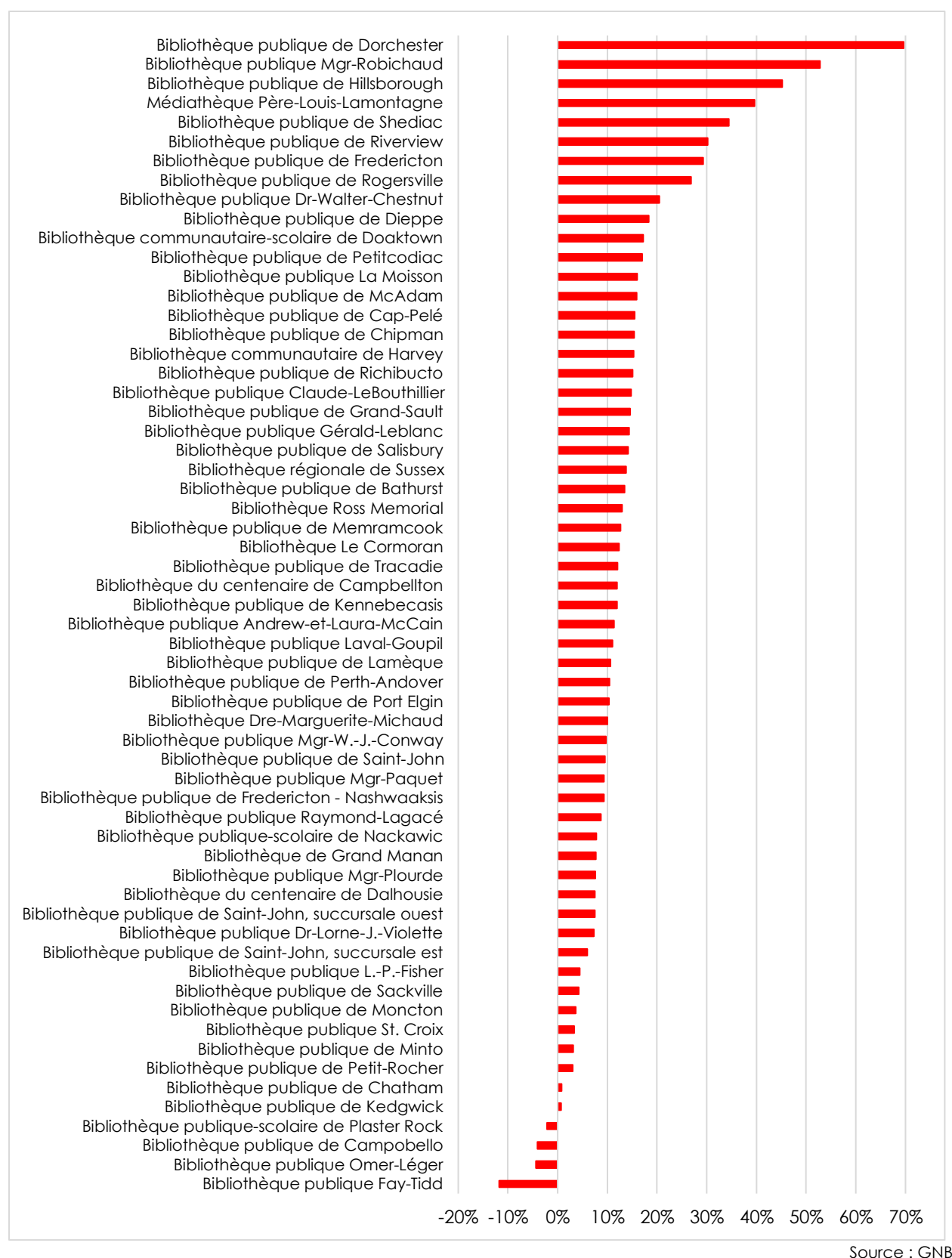
Ayant observé la chute abrupte du nombre d'emprunteurs actifs en 2014-2015 et une augmentation considérable au cours de la période 2015-2016 subséquente, nous illustrons le changement en pourcentage du nombre d'emprunteurs actifs par bibliothèque publique au cours de ces deux périodes bien précises, pour mieux comprendre les tendances en question.

Figure 10 : Emprunteurs actifs au N.-B., changement en pourcentage, 2014-2015



Source : GNB

Figure 11 : Emprunteurs actifs au N.-B., changement en pourcentage, 2015-2016



Source : GNB

Entre 2014 et 2015, 46 bibliothèques publiques ont enregistré une diminution du nombre d'emprunteurs actifs, tandis que 17 n'observaient aucun changement ou au contraire, une augmentation. Les diminutions les plus importantes sont survenues à la Bibliothèque publique de Tracadie (-33 %), la Bibliothèque publique Mgr-Plourde (-24 %) et la Bibliothèque publique de McAdam (-24 %).

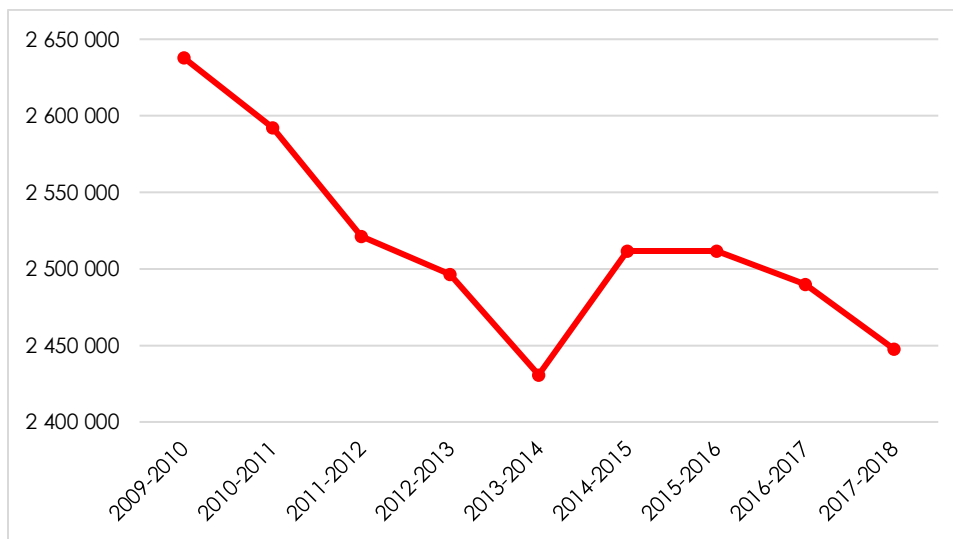
Quatre bibliothèques publiques seulement ont vu diminuer le nombre de leurs emprunteurs actifs entre 2015 et 2016 : la Bibliothèque communautaire de Harvey (-12 %), la Bibliothèque publique de Richibucto (-4 %), la Bibliothèque Le Cormoran (-4 %) et la Bibliothèque communautaire-scolaire de Doaktown (-2 %). Ces diminutions semblent par ailleurs avoir été minimes. Nous constatons également que la Bibliothèque communautaire de Harvey et la Bibliothèque communautaire-scolaire de Doaktown ont été les seules bibliothèques publiques au N.-B. à faire état d'une diminution du nombre d'emprunteurs actifs deux années de suite en 2014-2015 et en 2015-2016. Toutes les autres bibliothèques publiques ont connu différents niveaux d'augmentation du nombre d'emprunteurs actifs en 2015-2016, la plupart de l'ordre de 1 à 20 %, et 9, de plus de 20 %, voire jusqu'à 70 %.

À quelques exceptions près, nous constatons que la plupart des augmentations du nombre d'emprunteurs actifs dans les bibliothèques publiques au cours de la période 2015-2016 compensent la diminution antérieure au cours de la période 2014-2015.

2.2 Prêts physiques annuels

Dans l'analyse des prêts physiques d'articles et de documents des bibliothèques publiques entre 2010 et 2018, nous nous intéressons aux tendances annuelles et mensuelles.

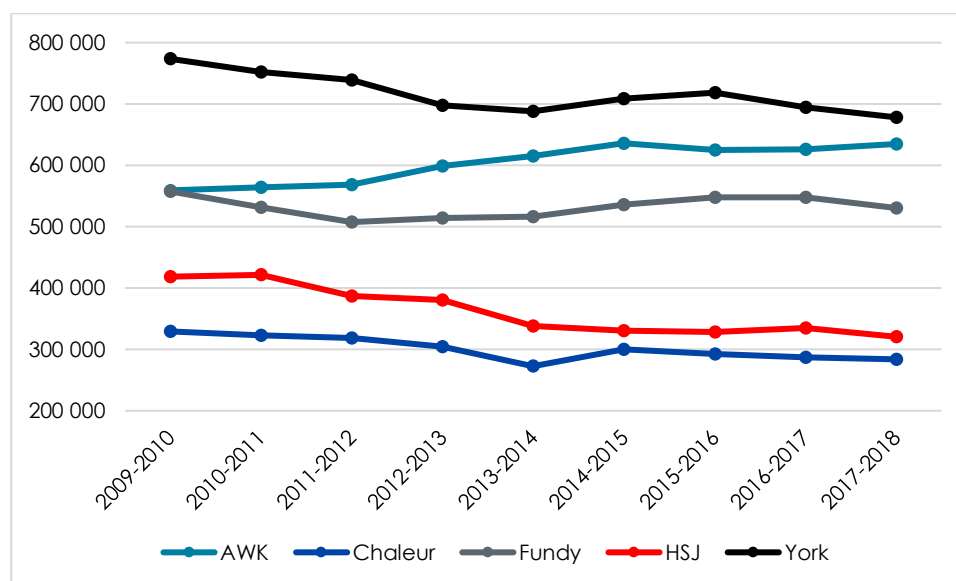
Figure 12 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., de 2010 à 2018



Source : GNB

Le volume total de prêts physiques d'articles de bibliothèques publiques a diminué au fil du temps, à l'exception de la période entre 2014 et 2015, au cours de laquelle une augmentation a presque ramené le volume total aux niveaux de 2012.

Figure 13 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., par région, de 2010 à 2018



Source : GNB

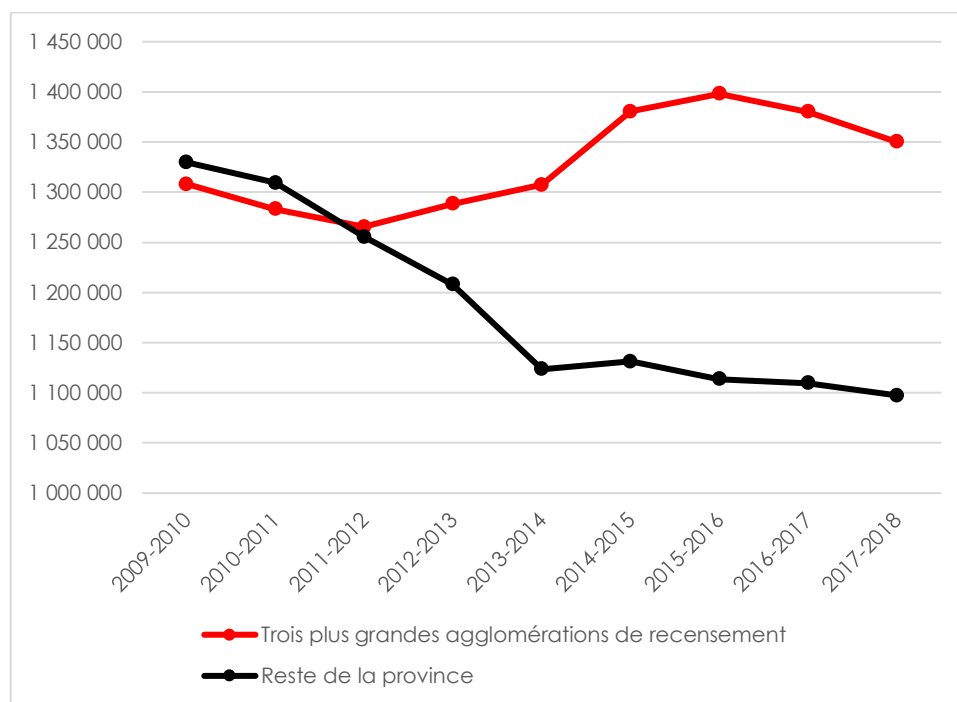
Entre 2010 et 2018, la région d'AWK a vu croître les prêts physiques de documents de bibliothèque, tandis que les autres régions du N.-B. connaissaient différents degrés de déclin. Les prêts physiques ont augmenté de 13 %, de 559 268 à 634 614, dans la région d'AWK, et ils ont diminué de 12 %, passant de 773 609 à 678 282, dans la région de York.

Au cours de la même période, les prêts de Fundy ont chuté de 5 %, passant de 557 512 à 530 599; la région du HSJ a enregistré une diminution de 23 %, de 418 140 à 320 583, et la région Chaleur, une diminution de 14 %, de 329 272 à 283 519. Le nombre de prêts physiques dans la région de York est demeuré en permanence, entre 2010 et 2018, plus élevé que dans toutes les autres, tandis que la région Chaleur enregistrerait le taux le plus faible.

Le volume de prêts physiques dans les trois plus grandes agglomérations de recensement au N.-B. a crû entre 2012 et 2016, tandis que le reste de la province enregistrerait une tendance à la baisse. Au cours de la période visée par l'étude, soit de 2010 à 2018, le nombre de prêts physiques dans les trois plus grandes agglomérations de recensement a augmenté de 3 %, passant de 1 308 002 à 1 350 172. Le reste de la province a connu une diminution de 17 %, leur nombre chutant de 1 329 799 à 1 097 425.

Initialement, le nombre de prêts physiques dans le reste de la province était plus élevé que dans les trois plus grandes agglomérations de recensement, mais cet écart s'est résorbé en 2012 du fait du taux de prêts décroissant dans le reste de la province. Entre 2012 et 2016, l'écart s'est élargi une nouvelle fois, le nombre de prêts physiques dans les trois agglomérations de recensement dépassant le reste de la province. Depuis 2016, cependant, il tend à être comblé du fait de la diminution du nombre de prêts dans les trois agglomérations de recensement.

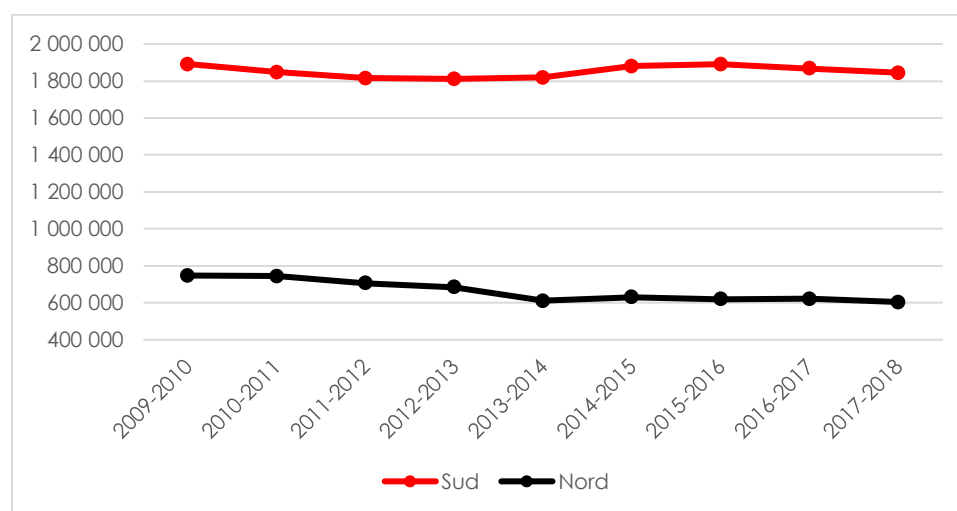
Figure 14 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de 2010 à 2018



Source : GNB

De 2010 à 2018, le volume de prêts physiques dans le sud du N.-B. est demeuré en tout temps au moins deux fois plus élevé que dans le nord, où des tendances négatives persistantes pourraient encore entraîner un accroissement de cet écart.

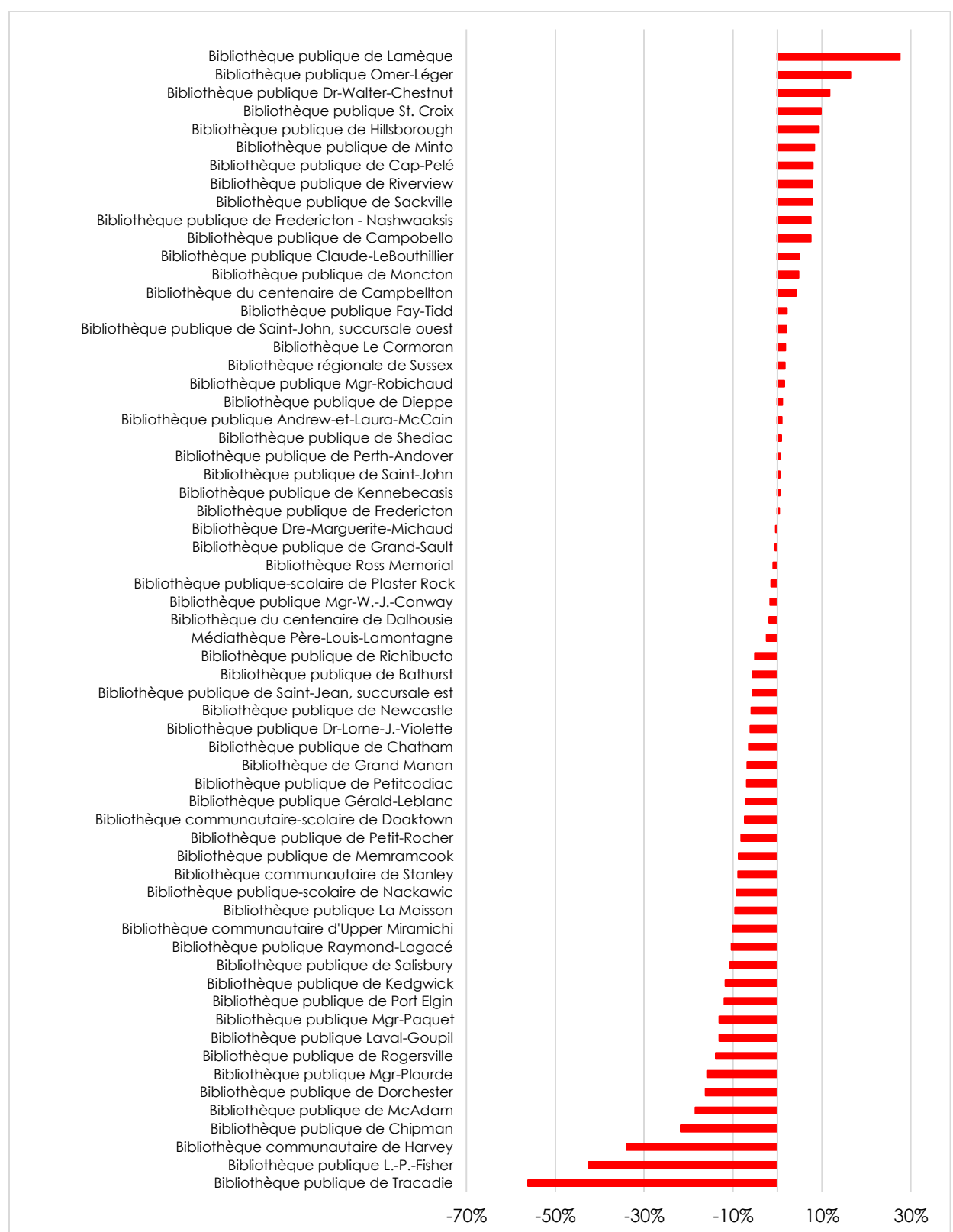
Figure 15 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., sud par rapport au nord, de 2010 à 2018



Source : GNB

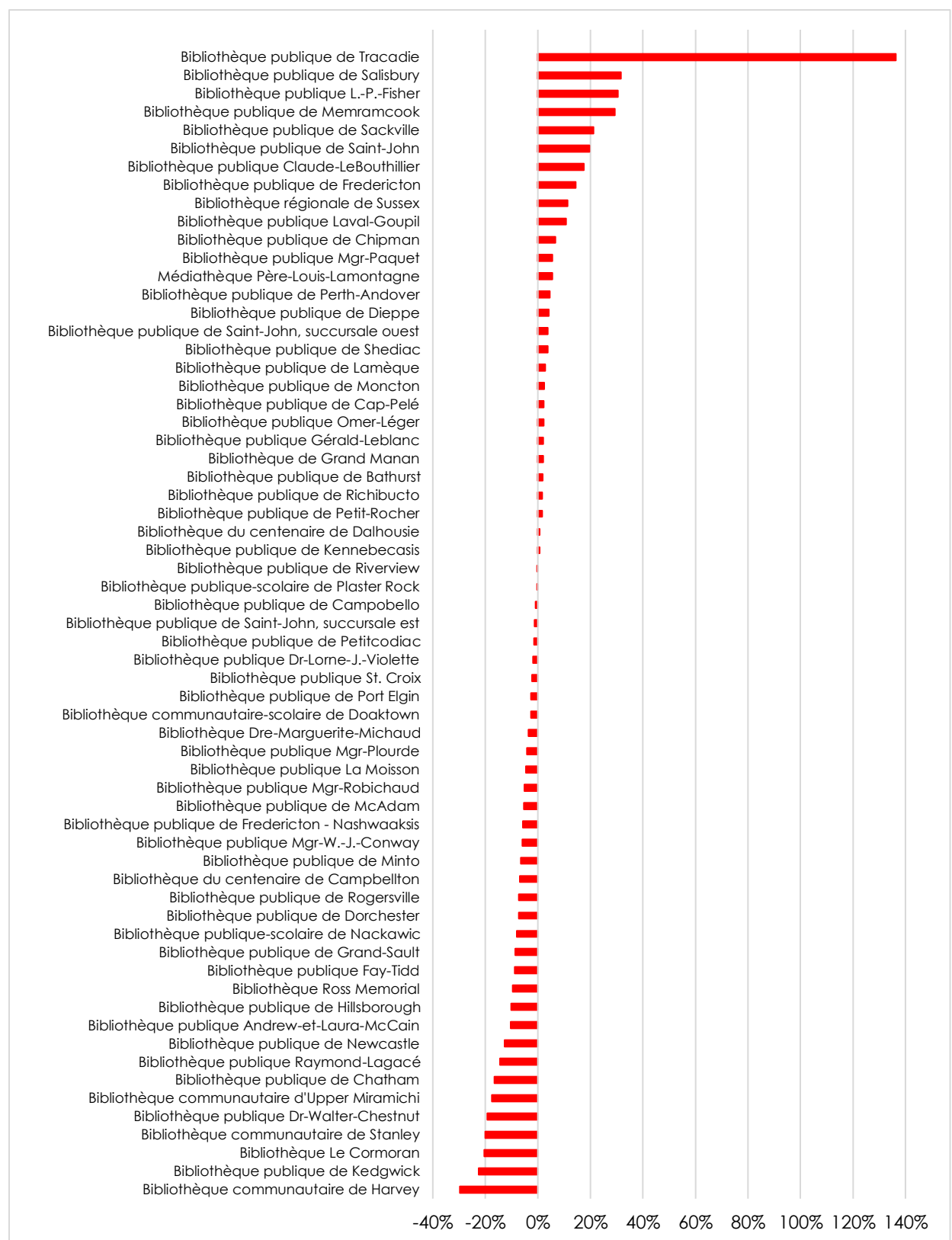
Nous tentons aussi de déterminer quelles bibliothèques publiques ont été le plus grandement influencées par les tendances annuelles en 2013-2014 et 2014-2015. Globalement, les prêts physiques dans la province ont chuté de façon importante au cours de la période 2013-2014, avant de connaître une remontée significative en 2014-2015.

Figure 16 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques, 2013-2014



Source : GNB

Figure 17 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques, 2014-2015



Source : GNB

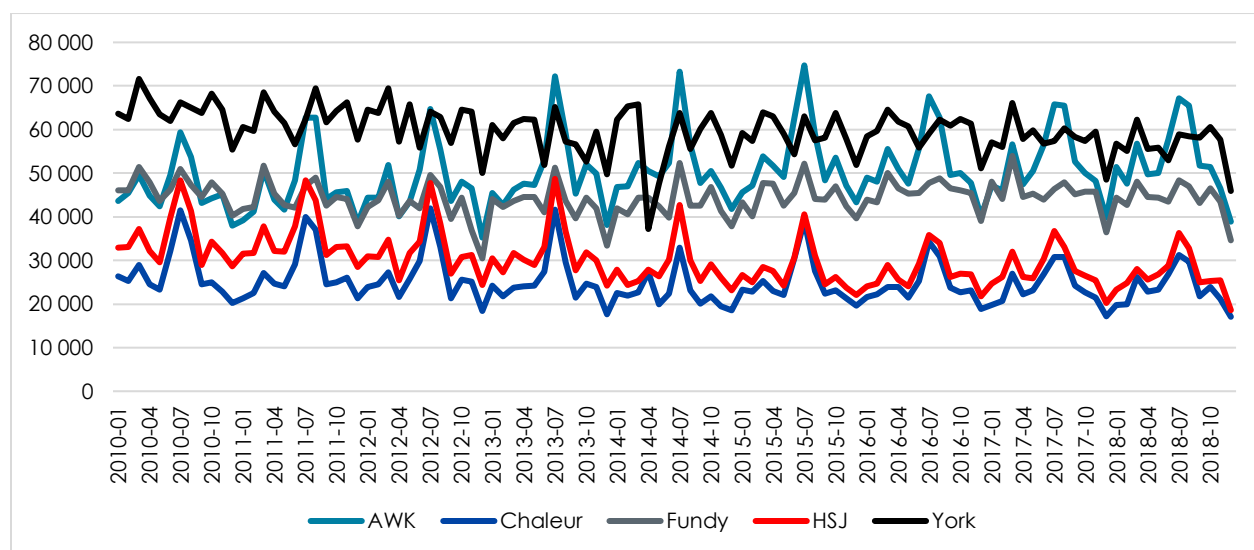
En 2013-2014, 36 bibliothèques publiques ont vu diminuer le nombre de leurs prêts physiques, tandis que 4 autres ne connaissaient aucun changement de volume. Les bibliothèques qui ont enregistré la plus importante réduction des prêts physiques ont été la Bibliothèque publique de Tracadie (-56 %), la Bibliothèque publique L.-P.-Fisher (-42 %), la Bibliothèque communautaire de Harvey (-34 %) et la Bibliothèque publique de Chipman (-22 %).

Au cours de la période qui a suivi (2014-2015), 30 bibliothèques publiques ont enregistré un volume inchangé ou croissant de prêts physiques. La Bibliothèque publique de Tracadie – qui avait connu une diminution de l'ordre de 56 % l'année précédente – est celle au sein de laquelle l'augmentation a été la plus marquée, en l'occurrence 136 %. Au cours de la même période, la Bibliothèque publique de Salisbury et la Bibliothèque publique L.-P.-Fisher – laquelle avait précédemment enregistré une diminution de 42 % – ont toutes deux fait état d'augmentations des prêts physiques de l'ordre de plus de 30 %.

2.3 Prêts physiques mensuels

De janvier 2010 à mai 2013, c'est dans la région de York qu'a été enregistré le volume le plus élevé de prêts physiques au N.-B., tandis que la région Chaleur connaissait le volume le plus faible. Depuis, cependant, le nombre de prêts physiques dans la région d'AWK a dépassé celui de la région de York au cours des mois d'été, bien que le nombre de prêts physiques dans la région Chaleur soit demeuré le plus bas dans la province.

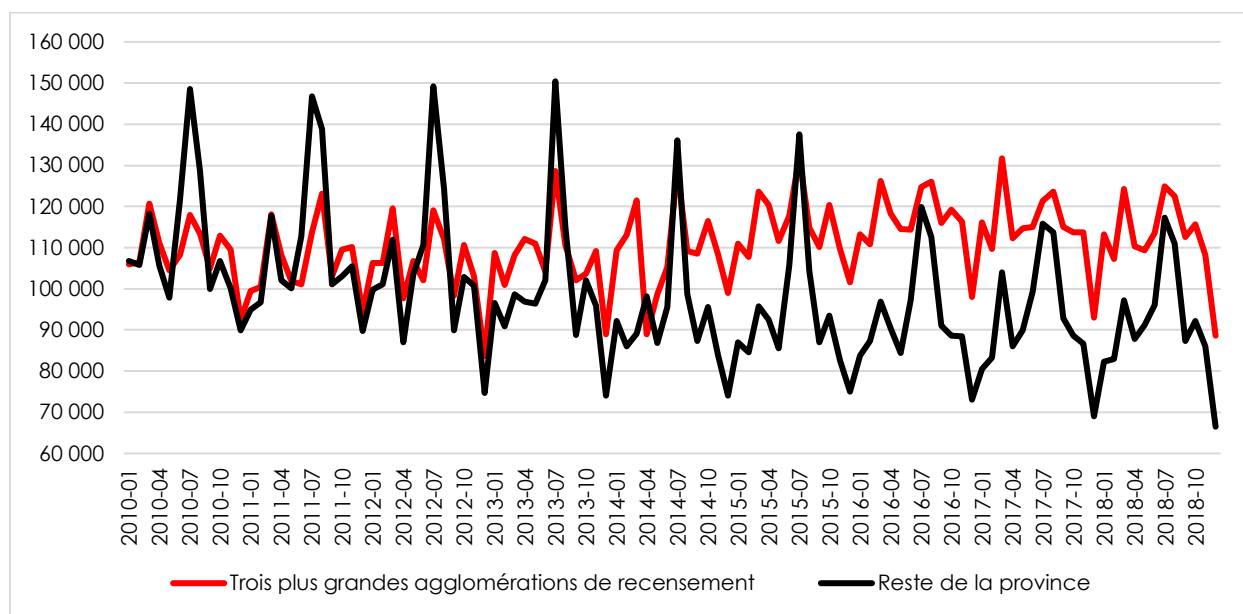
Figure 18 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., par région, de janvier 2010 à décembre 2018



Source : GNB

Le volume de prêts dans les régions d'AWK et du HSJ et la région Chaleur varie considérablement selon les saisons, les prêts étant plus nombreux en juillet et moins en décembre, tandis que les régions de York et de Fundy présentent une fluctuation modérée. Depuis 2014, leur caractère saisonnier est moins marqué dans les régions Chaleur et du HSJ – possiblement en raison d'une diminution du nombre d'emprunteurs actifs ainsi que de la population de jeunes qui utilisent les bibliothèques au cours de la période estivale.

Figure 19 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de janvier 2010 à décembre 2018



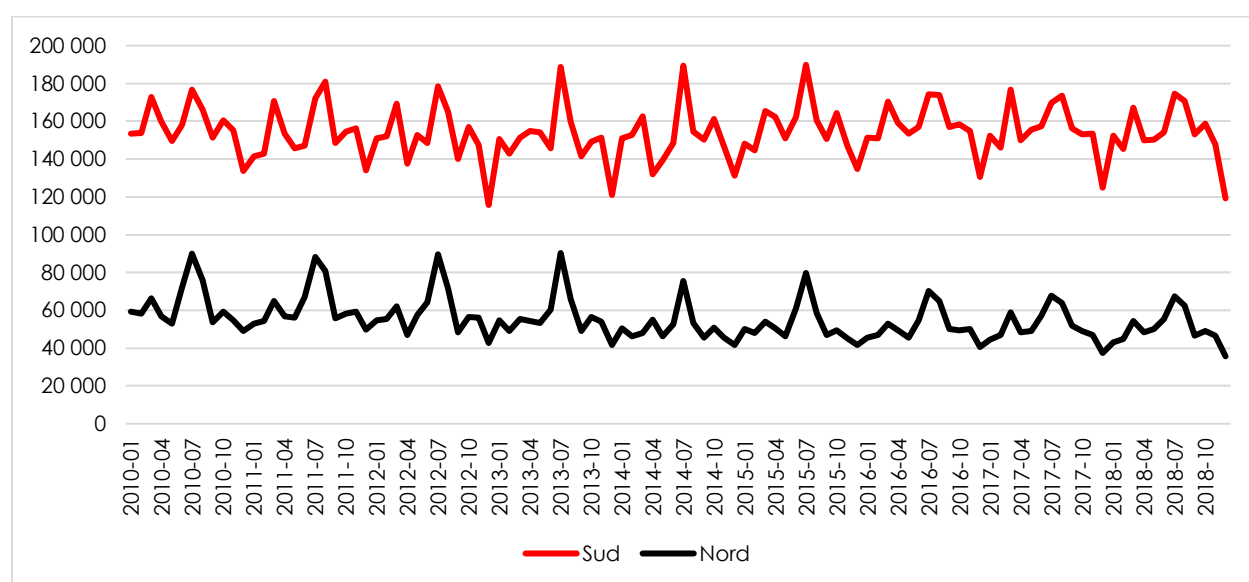
Source : GNB

Entre 2010 et 2013, le volume de prêts physiques a été plus élevé dans le reste de la province qu'au sein des trois plus grandes agglomérations de recensement dans les mois de juin, de juillet et d'août. En 2014 et 2015, le reste de la province a connu un volume plus important de prêts physiques en juillet, mais la demande ne s'est pas maintenue par la suite.

Bien que les bibliothèques publiques du reste de la province enregistrent toujours une demande saisonnière à l'égard des documents de bibliothèque, les fluctuations sont plus modérées qu'auparavant. Nous constatons aussi que les prêts physiques dans le reste de la province diminuent au cours des mois d'hiver, particulièrement en décembre.

Des tendances similaires sont observées dans les bibliothèques publiques des trois plus grandes agglomérations de recensement, mais leurs fluctuations sont plus modérées par rapport au reste de la province, donnant à penser que la demande de documents physiques est plus stable dans ces régions.

Figure 20 : Prêts physiques de documents des bibliothèques publiques au N.-B., sud par rapport au nord, de janvier 2010 à décembre 2018



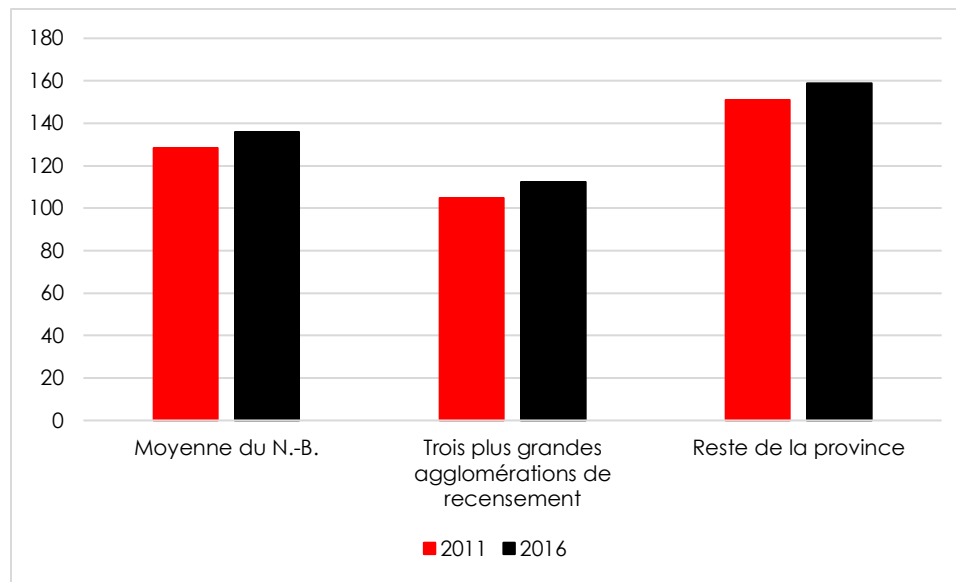
Source : GNB

Le volume de prêts physiques dans les bibliothèques publiques du sud est constamment plus élevé qu'au nord. Les bibliothèques publiques des deux parties de la province ont cependant connu des tendances similaires entre janvier 2010 et décembre 2018. Elles ont subi des fluctuations comparables, c'est-à-dire que les prêts physiques ont augmenté entre avril et août et diminué entre septembre et décembre chaque année, ce qui révèle une demande saisonnière pour les articles physiques à l'échelle de la province. La fluctuation saisonnière a cependant diminué, après 2015, dans le nord du N.-B.

2.4 Taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux, taux de prêts physiques par emprunteur actif

Nous divisons le volume de prêts physiques par le nombre d'emprunteurs actifs au N.-B. pour calculer les taux de prêts physiques par emprunteur actif de 2010 à 2018. En intégrant les données des recensements de 2011 et de 2016, nous pouvons aussi déterminer les taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux.

Figure 21 : Taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux, de 2011 à 2016



Source : GNB et Statistique Canada

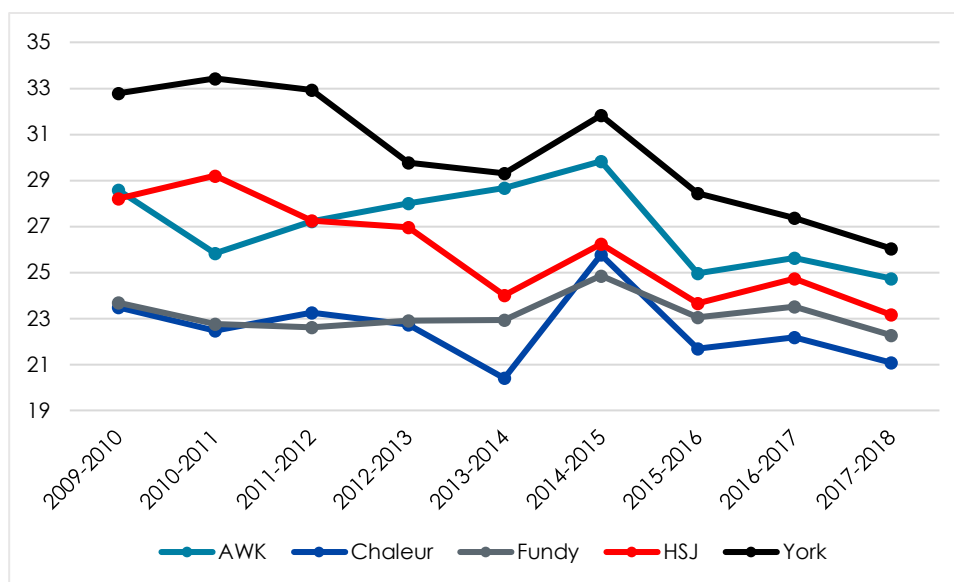
Le taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux mesure l'intensité d'utilisation des bibliothèques publiques au N.-B. en 2011 et en 2016. Au cours de la période intercensale, le nombre d'emprunteurs actifs par millier de Néo-Brunswickois a crû au taux provincial de 6 %, passant de 128 à 136; il y avait ainsi huit emprunteurs actifs de plus par millier en 2016 qu'en 2011.

Le nombre d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux a toujours été inférieur dans les trois plus grandes agglomérations de recensement que dans le reste de la province, bien que lesdites agglomérations aient connu un taux de croissance plus élevé (7 %) que le taux provincial (6 %). On dénombrait plus précisément 105 emprunteurs actifs par millier dans les trois plus grandes agglomérations de recensement en 2011 et 112 en 2016, tandis que le nombre pour le reste de la province a crû, passant de 151 à 159.

Entre 2010 et 2018, toutes les régions au N.-B. ont enregistré une diminution du taux de prêts physiques par emprunteur actif. Les prêts ont plus précisément chuté de 33 à 26 dans la région de York, de 29 à 25 dans celle d'AWK, de 28 à 23 dans celle du HSJ, de 24 à 22 dans celle de Fundy et de 23 à 21 dans la région Chaleur. À l'exception d'AWK, toutes les régions ont enregistré, entre 2010 et 2014, une diminution du taux de prêts physiques par emprunteur actif.

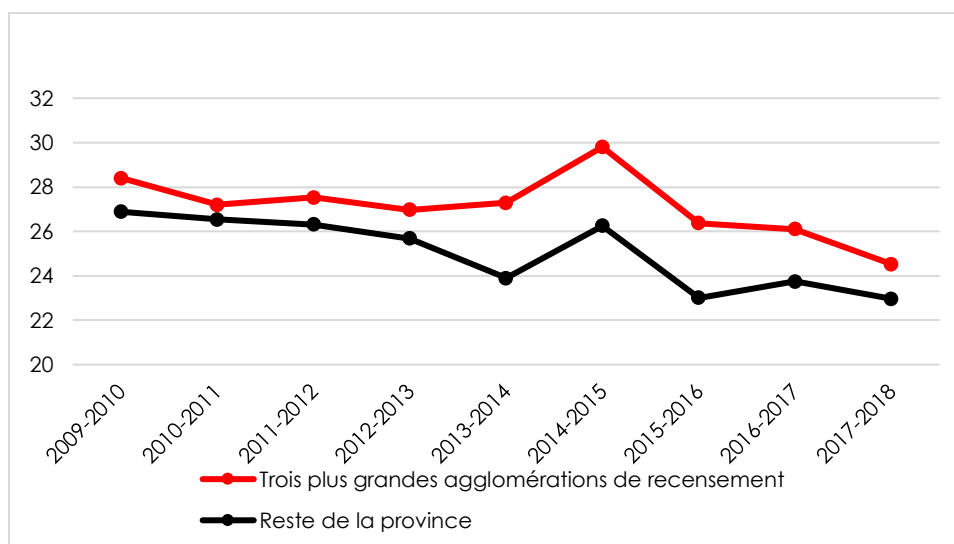
La région d'AWK a suivi une tendance similaire aux autres après 2014, lorsque le taux a crû (particulièrement dans la région Chaleur) pour ensuite diminuer à nouveau en 2015-2016. Après 2016, des diminutions minimales des taux sont survenues dans toutes les régions à l'exception de celle d'AWK, où le taux s'est maintenu.

Figure 22 : Taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B., par région, de 2010 à 2018



Source : GNB

Figure 23 : Taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B., trois plus grandes agglomérations de recensement par rapport au reste de la province, de 2010 à 2018

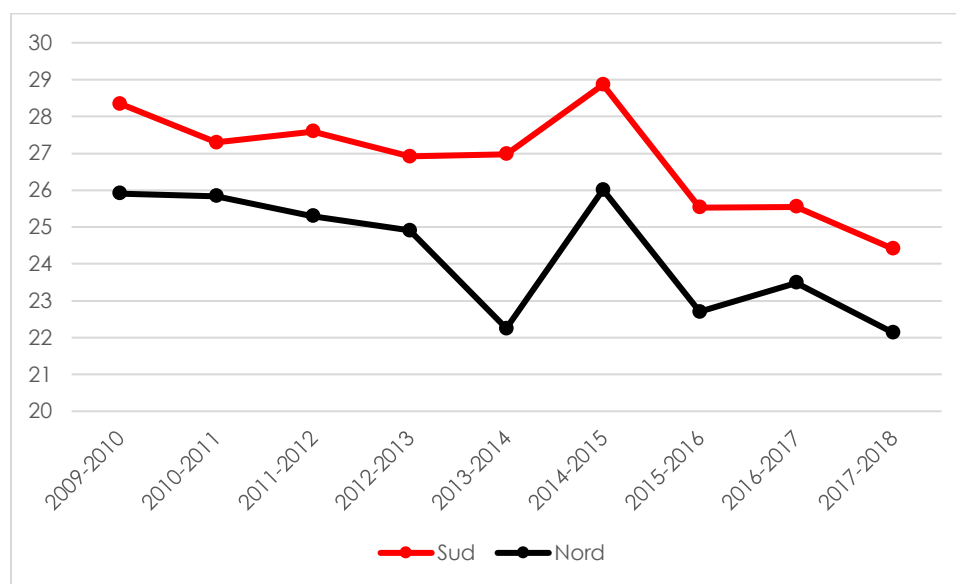


Source : GNB

Le taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B. a atteint, entre 2010 et 2018, un minimum de 23. Au cours de cette période, il est demeuré en permanence plus élevé dans les trois plus grandes agglomérations de recensement que dans le reste de la province. Il a cependant suivi une même tendance aux deux endroits, augmentant de façon importante entre 2014 et 2015 avant de diminuer entre 2015 et 2016. L'augmentation des taux de prêts physiques par emprunteur actif en 2014-2015 peut être expliquée par la diminution du nombre d'emprunteurs actifs, accompagnée d'une augmentation du nombre de prêts physiques dans les trois plus grandes agglomérations de recensement et à l'extérieur au cours de cette période. Les taux réduits en 2015-2016 s'expliquent par les augmentations importantes dans le nombre

d'emprunteurs actifs des bibliothèques publiques dans les trois plus grandes agglomérations de recensement comme en dehors.

Figure 24 : Taux de prêts physiques par emprunteur actif au N.-B., sud par rapport au nord, de 2010 à 2018



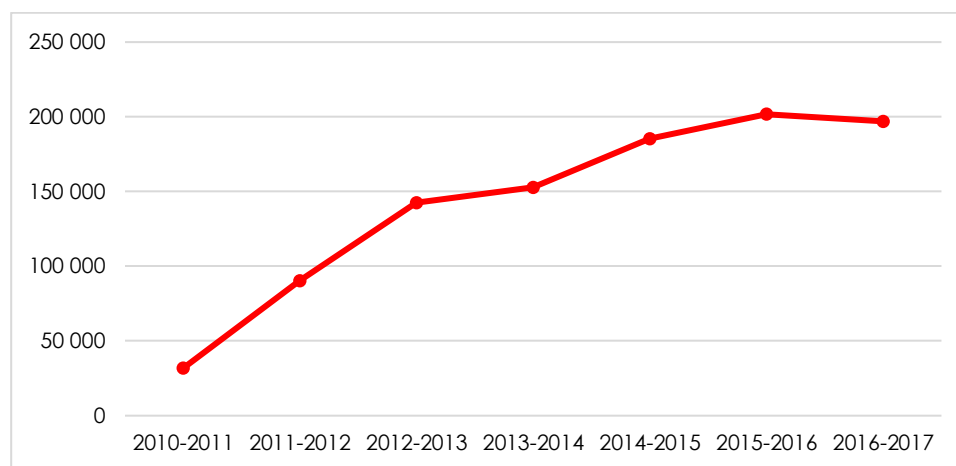
Source : GNB

Le taux de prêts physiques par emprunteur actif dans le sud de la province est demeuré plus élevé que dans le nord tout au long de la période visée par l'étude. Il a cependant chuté de façon simultanée dans les deux parties de la province. Au sud du N.-B., il est passé de 28 à 24, et au nord, de 26 à 22. Entre 2013 et 2014, le nord du N.-B. a enregistré une diminution dramatique de ce taux, après quoi les deux parties de la province, nord et sud, ont connu une augmentation entre 2014 et 2015 et une diminution entre 2015 et 2018.

2.5 Prêts électroniques et prêts totaux

Nous avons aussi examiné le nombre total de prêts électroniques de livres numériques et de livres audio dans la province. Les données en la matière ont été consignées du lancement de la Bibliothèque numérique du Nouveau-Brunswick, en décembre 2010, à mars 2018.

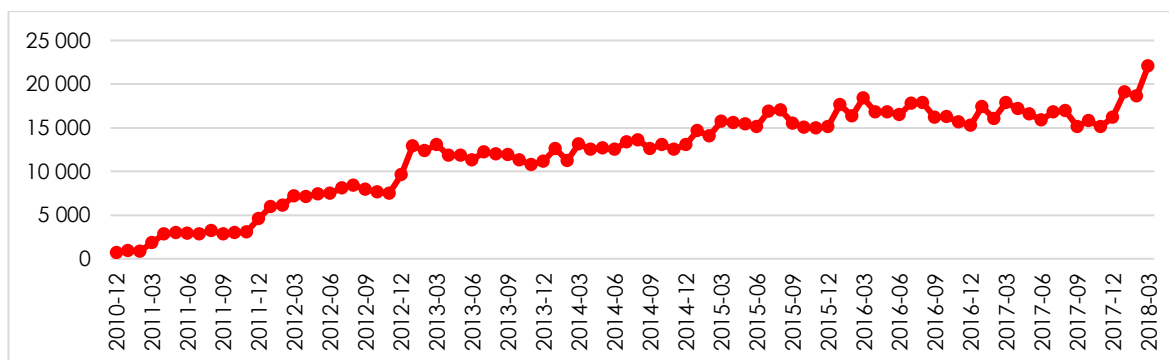
Figure 25 : Prêts électroniques annuels au N.-B., de 2011 à 2017



Source : GNB

De 2011 à 2017, le volume total de documents électroniques prêtés a crû, passant de 31 845 à 197 032, ce qui correspond à environ 505 prêts de documents par bibliothèque en 2011, comparativement à 3 127 en 2017. Le volume de prêts électroniques est demeuré en constante croissance entre 2011 et 2016, bien que la croissance ait ralenti après 2012.

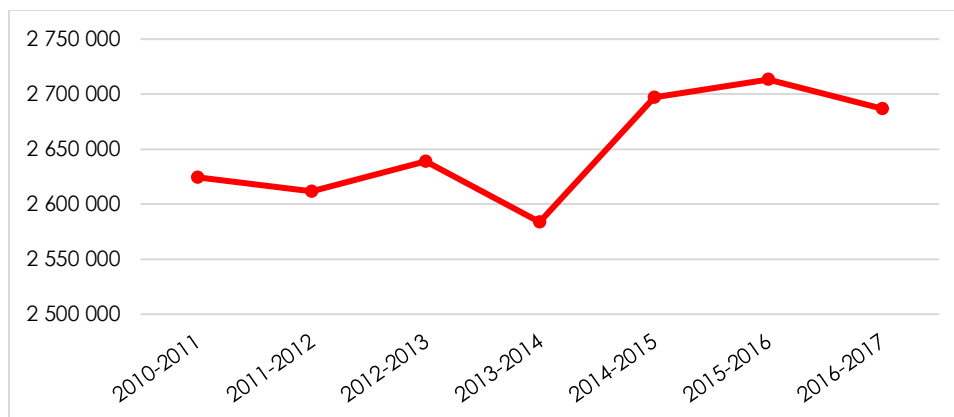
Figure 26 : Prêts électroniques mensuels au N.-B., de décembre 2010 à mars 2018



Source : GNB

À en juger par la tendance mensuelle, l'utilisation des documents de bibliothèque électroniques dans la province n'aurait rien de saisonnier. En règle générale, elle ne représente qu'un petit pourcentage des prêts globaux. Le public continue d'emprunter essentiellement des collections physiques, et la croissance des emprunts électroniques demeure stable.

Figure 27 : Prêts physiques et électroniques totaux au N.-B., de 2011 à 2017



Source : GNB

Entre 2011 et 2017, le volume total de prêts a crû de 2 %, avant de connaître une diminution importante entre 2013 et 2014 et une augmentation dramatique entre 2014 et 2015. L'importante diminution entre 2013 et 2014 a été engendrée par les facteurs à l'origine de la diminution des prêts physiques au cours de la même période.

ANALYSE DE RÉGRESSION

En préparation à la régression selon la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO), nous avons créé un ensemble de variables indicatrices d'événements correspondant aux perturbations ou aux changements dans l'accès aux bibliothèques au cours de la période d'étude. Parmi les perturbateurs examinés, les événements survenus vérifiables comprenaient les variables suivantes : **construction d'un nouvel établissement, relocalisation, rénovation, agrandissement, programme pilote d'ouverture 7 jours/semaine, fermeture en raison de travaux de construction et fermeture en raison des conditions météorologiques**. D'autres événements survenus ont été omis de l'analyse en raison d'observations insuffisantes ou de l'absence de variations entre bibliothèques, qui minaient notre capacité à séparer l'effet de la perturbation des autres événements survenus au cours de la même période. Tous les modèles tiennent compte des effets fixes sur les bibliothèques (influences non observées constantes dans le temps sur certaines bibliothèques en particulier) et des effets sur l'année (influences non observées communes à toutes les bibliothèques au cours d'une année donnée).

À propos des mesures des emprunteurs actifs

Nos résultats donnent à penser que les événements pris en compte dans nos modèles statistiques n'ont pas eu d'effet significatif sur le nombre d'emprunteurs actifs à l'échelle des bibliothèques, bien que le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine, l'agrandissement, la construction d'un nouvel établissement et la rénovation, énumérés ici par ordre décroissant d'effet, aient entraîné l'augmentation du nombre d'emprunteurs actifs entre 2010 et 2018. La diminution du nombre d'emprunteurs actifs en raison de la fermeture pour travaux ou des conditions météorologiques ne s'est pas avérée aussi significative à l'échelle des bibliothèques.

Les coefficients de variables temporelles révèlent que, pour la plupart, les bibliothèques publiques du N.-B. ont connu des diminutions importantes du nombre d'emprunteurs actifs en 2012 et en 2015. Ces nombres réduits ont aussi leur importance en ce qui concerne notre mesure à l'échelle des emprunteurs actifs. Les bibliothèques publiques au N.-B. ont enregistré une croissance importante du nombre d'emprunteurs actifs en 2016 et en 2018, de l'ordre de 0,17 % et 0,10 %, respectivement. De plus amples détails sont fournis à l'annexe C.

L'indicateur pour les bibliothèques publiques des trois plus grandes agglomérations de recensement au N.-B.⁸ révèle que la différence quant au nombre d'emprunteurs actifs d'une région à l'autre dépend pour beaucoup du fait qu'une région comprend ou non les RMR de Moncton et de Saint John ou l'AR de Fredericton. Par exemple, les régions de York, d'AWK et de Fundy ont en moyenne fait état d'un nombre d'emprunteurs considérablement plus élevé que la région Chaleur et celle du HSJ.

Le programme pilote d'ouverture 7 jours/semaine, les rénovations et les agrandissements ont attiré des milliers d'emprunteurs actifs dans les bibliothèques publiques de toutes les régions. Le programme d'ouverture sept jours/semaine, en particulier, qui avait été institué dans cinq bibliothèques publiques du N.-B., s'est traduit par une augmentation d'environ 4 618 emprunteurs actifs à l'échelle régionale. Aucun événement ne semble avoir entraîné de diminution significative du nombre d'emprunteurs actifs dans l'ensemble du Nouveau-Brunswick à cette même échelle.

⁷ Les cinq bibliothèques publiques du N.-B. visées par cette politique pilote sont la Bibliothèque publique de Moncton, la Bibliothèque du centenaire de Campbellton, la Bibliothèque publique de Saint John - succursale centrale, la Bibliothèque publique Mgr-W.-J. Conway (Edmundston) et la Bibliothèque publique de Fredericton.

⁸ Moncton, Saint John et Fredericton

Enfin, nos résultats donnent à penser que York aurait un nombre relativement élevé d'emprunteurs actifs, et la région d'AWK, le plus faible nombre d'emprunteurs actifs dans la province, toutes deux étant séparées par un écart considérable. À l'échelle régionale, il y a eu un nombre relativement moins important d'emprunteurs actifs après 2017. De plus amples détails sont fournis à l'annexe E.

À propos des mesures de prêts physiques

En ce qui concerne les mesures des prêts physiques d'articles de bibliothèque, le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine a engendré une augmentation importante du volume de prêts physiques, de l'ordre d'environ 984 articles par bibliothèque. La fermeture en raison de travaux de construction a entraîné une diminution considérable des prêts physiques de quelque 2 641 articles par bibliothèque – réduction importante même par rapport au taux de croissance moyen du volume de prêts physiques.

Les bibliothèques publiques dans la province ont enregistré considérablement moins de prêts entre 2010 et 2018, la diminution se chiffrant à 0,03 % en 2010 et 0,20 % en 2018. Nos résultats donnent à penser que le prêt d'articles de bibliothèque dans la province est saisonnier, puisque les bibliothèques publiques ont en général enregistré considérablement plus de prêts en mars, en juin, en août et en octobre, et considérablement moins en février et en décembre, particulièrement pendant les Fêtes. De plus amples détails sont fournis à l'annexe D.

Le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine, les agrandissements et les rénovations, énumérés ici par ordre décroissant d'effet, ont engendré un important accroissement du volume de prêts physiques des bibliothèques dans chaque région. Parallèlement, la fermeture en raison de travaux et la relocalisation ont toutes deux entraîné une diminution importante du volume de prêts physiques à l'échelle régionale. La région de York est celle qui a comptabilisé le plus de prêts en moyenne dans la province, et celle d'AWK, le moins. Toutes les régions ont enregistré considérablement plus de prêts dans le mois de juillet, et moins en décembre.

Les tendances temporelles confirment que les bibliothèques publiques à l'échelle du N.-B. ont vu diminuer de beaucoup le nombre de leurs prêts entre 2013 et 2018.

RÉSUMÉ ET ANALYSE

Le nombre d'emprunteurs actifs au N.-B. a crû de 8 % entre 2010 et 2018, la diminution la plus importante survenant entre 2014 et 2015, suivie de l'augmentation la plus importante entre 2015 et 2016. Les bibliothèques publiques dans le sud ont connu, entre 2010 et 2018, une augmentation du nombre d'emprunteurs actifs, tandis que ces derniers se faisaient moins nombreux au nord de la province, ce qui pourrait s'expliquer du fait que la population dans le nord vieillit plus vite que dans le sud.

Les trois plus grandes agglomérations de recensement dans la province ont vu augmenter le nombre de leurs emprunteurs actifs entre 2010 et 2018, tandis que le reste de la province en enregistrerait une diminution. L'importante baisse du nombre d'emprunteurs actifs entre 2014 et 2015 constitue un perturbateur d'un an hors des trois plus grandes agglomérations de recensement. Parallèlement, l'augmentation du nombre d'emprunteurs actifs dans la province post-2015 s'explique par l'augmentation importante observée dans les trois plus grandes agglomérations de recensement.

En termes de prêts physiques, le volume total a diminué au fil du temps, sauf entre 2014 et 2015, période marquée par une augmentation. Au cours de la période de 2010 à 2018 visée par l'étude, seule la région d'AWK a connu une augmentation du volume de prêts physiques, tandis que les autres régions en enregistreraient une diminution. Depuis 2012, le nombre de prêts physiques dans les trois plus grandes agglomérations de recensement dépasse celui enregistré dans le reste de la province. Le taux d'emprunteurs actifs par millier de résidents locaux demeure cependant supérieur hors des trois grandes agglomérations de recensement.

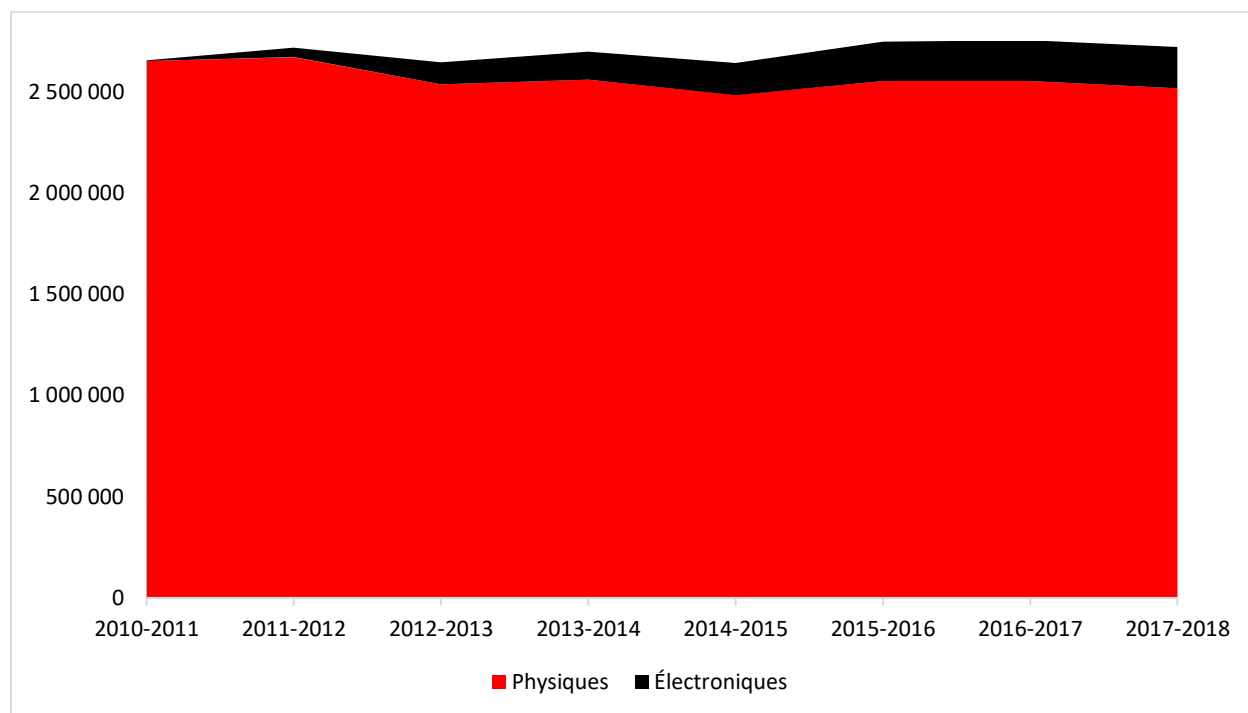
Les résultats de la régression confirment qu'une augmentation est bel et bien survenue, post-2015, dans l'utilisation des bibliothèques publiques du N.-B.; cette croissance n'est cependant pas significative en termes de nombre d'emprunteurs actifs, mais en termes d'augmentation annuelle des emprunteurs actifs, en pourcentage. L'augmentation post-2015 s'avère avoir engendré un accroissement significatif du nombre de prêts de matériel pour les bibliothèques publiques du N.-B.

Les résultats de la régression montrent que les événements de perturbation ou d'amélioration n'expliquent qu'une faible part des tendances d'utilisation des bibliothèques publiques du N.-B. Ils indiquent, compte tenu de toutes les mesures, que les fluctuations de la demande à l'égard des bibliothèques publiques du N.-B. ne dépendent pas pour beaucoup des perturbations ou des améliorations survenues. Les changements dans l'accès par l'ouverture pilote de cinq bibliothèques sept jours/semaine et l'ouverture de toutes les bibliothèques publiques du N.-B. le samedi a eu les effets les plus importants sur l'accroissement de l'utilisation des bibliothèques publiques dans la province.

En général, nous n'avons pas observé d'augmentation ou de diminution importante du nombre d'emprunteurs actifs au cours de la période visée par l'étude, à l'exception des années post-2015, ce qui révèle que le nombre d'emprunteurs actifs n'est pas influencé par les perturbations et les améliorations survenues, et que la demande à l'égard des bibliothèques publiques du N.-B. en termes d'emprunteurs actifs est largement aiguillonnée par la croissance démographique dans le sud. Parallèlement, les taux d'emprunteurs actifs et de prêts physiques dans le nord résistent de façon surprenante au déclin de la population, le taux d'emprunteurs actifs étant plus élevé hors des plus grandes agglomérations de recensement. Nous observons des augmentations importantes du nombre de prêts consentis à des emprunteurs actifs, résultant de l'ouverture sept jours/semaine de bibliothèques, à titre pilote, et de l'ouverture de toutes les bibliothèques publiques les samedis.

La demande à l'égard des articles physiques s'avère saisonnière, les prêts physiques étant plus nombreux durant l'été, et moins durant l'hiver. L'utilisation des bibliothèques publiques du N.-B. augmente de façon importante, dans la plupart des cas, au cours de la période estivale – tout spécialement en juillet – tandis que les bibliothèques sont moins fréquentées en décembre. Les fluctuations saisonnières ont cependant diminué après 2015. Bien que le nombre de prêts physiques ait diminué au fil du temps, le lancement de la bibliothèque électronique dans la province a entraîné une augmentation du volume total de prêts entre 2011 et 2017. Le public continue d'emprunter essentiellement des collections physiques, et la croissance des emprunts électroniques demeure stable.

Figure 28 : Nombre total de prêts physiques et électroniques au N.-B., de 2010 à 2017



L'augmentation considérable dans l'utilisation des bibliothèques entre 2015 et 2016 pourrait être associée à l'introduction, en décembre 2014, de la carte à prêts limités pour les abonnés incapables de fournir une preuve d'adresse, ainsi qu'à l'élimination des amendes pour les enfants âgés de 12 ans et moins, en novembre 2015. De plus, la croissance du nombre d'emprunteurs actifs dans le sud post-2015 pourrait être attribuable à la récente politique instituant l'accès à toutes les bibliothèques publiques le samedi, et l'accès à cinq d'entre elles le dimanche, à titre de projet pilote.

Les perturbations qui ont affectées les bibliothèques publiques au N.-B. entre 2010 et 2018 n'ont pas eu d'effets importants sur le nombre d'emprunteurs actifs de chacune des bibliothèques. À l'échelle régionale, cependant, le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine, les rénovations et les agrandissements ont attiré des millions d'emprunteurs actifs dans chaque région, tandis qu'aucun événement ne s'est révélé en avoir diminué le nombre. Le programme pilote d'ouverture sept jours/semaine s'est avéré constituer une bonne politique, qui a engendré une augmentation importante du volume de prêts physiques à l'échelle des bibliothèques comme à l'échelle régionale, tandis que les fermetures imputables à des travaux de construction ont entraîné une diminution importante des prêts physiques aux deux échelons.

Bien que les fermetures occasionnées par des travaux de construction aient influé de façon considérable sur le volume de prêts physiques, certaines bibliothèques publiques du N.-B. ont fait l'objet de travaux sans pour autant fermer leurs portes, et nous encourageons toutes les bibliothèques publiques dans la province à essayer de faire de même.

Globalement, nous trouvons remarquables la stabilité et la croissance dans l'utilisation des services de bibliothèque publique au Nouveau-Brunswick, en dépit du vieillissement de la population, de la stagnation économique, de la lenteur de la croissance démographique et des changements technologiques et sociaux. Nous attribuons ces tendances à des décisions stratégiques et à des innovations concernant l'accès aux bibliothèques et leur offre de services.

BIBLIOGRAPHIE

BERTHIAUME, G. *Repenser le rôle des bibliothèques, des archives et des musées à l'ère de Google* [notes d'allocation] (en ligne), Winnipeg (Man.), Université du Manitoba : Colloque, département d'histoire (consulté le 1^{er} janvier 2018). Sur Internet (site Web de Bibliothèque et Archives Canada) : <URL:https://www.canada.ca/fr/bibliotheque-archives/nouvelles/2017/07/repenser_le_role_des_bibliotheques_des_archives_et_des_musees_a_lere_de_google.html>.

BISHOP, B. W., B. MEHRA et R.P. PARTEE, II. « The role of rural public libraries in small business development », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 35, no 1 (2016), p. 37 à 48. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/01616846.2016.1163971>>.

BOURKE, C. « Public libraries: Building social capital through networking », *Aplis* (en ligne), vol. 18, no 2 (2005), p. 71 à 75. Sur Internet : <URL:<http://web.b.ebscohost.com.proxy.hil.unb.ca/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=1&sid=aab53d66-31cf-4f2b-b619-0c6ff8262dca%40pdc-v-sessmgr06>>.

CAIDI, N. et D. ALLARD. « Social inclusion of newcomers to Canada: An information problem? », *Library & Information Science Research* (en ligne), vol. 27, no 3 (2005), p. 302 à 324. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1016/j.lisr.2005.04.003>>.

CHEN, T. et H. KE. « Public library as a place and breeding ground of social capital: A case study of Singang Library », *Malaysian Journal of Library & Information Science* (en ligne), vol. 22, no 1 (2017), p. 45 à 58. Sur Internet : <URL:<http://dx.doi.org/10.22452/mjlis.vol22no1.4>>.

DEYOUNG, M. *The status and future of Canada's libraries and archives: The Canadian Library Association's response to the consultation of the Royal Society of Canada's expert panel* [présentation PDF] (en ligne), 9 janvier 2014. Sur Internet (site Web de l'Association canadienne des bibliothèques) : <URL:<http://cla.ca/wp-content/uploads/RSC-Status-and-Future-of-Libraries-Jan14-v-8.pdf>>.

ELBESHAUSEN, H. et P. SKOV. « Public libraries in a multicultural space: A case study of integration processes in local communities », *New Library World*, vol. 105, no 3/4 (2004), p. 131 à 141. doi:10.1108/03074800410526767

FERGUSON, S. « Are public libraries developers of social capital? A review of their contribution and attempts to demonstrate it », *The Australian Library Journal* (en ligne), vol. 61, no 1 (2012), p. 22 à 33. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/00049670.2012.10722299>>.

FIELD, N. et R. TRAN. « Reinventing the public value of libraries », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 37, no 2 (2018), p. 113 à 126. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/01616846.2017.1422174>>.

FISCHER, R. K. « Rural and small town library management challenges », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 34, no 4 (2015), p. 354 à 371. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/01616846.2015.1106899>>.

FITCH, L. et J. WARNER. « Dividends: The value of public libraries in Canada », *The Bottom Line* (en ligne), vol. 11, no 4 (1998), p. 158 à 179. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1108/08880459810242399>>.

GALLOWAY, G. « Purge of Canada's fisheries libraries a historic loss, scientists say », *The Globe and Mail* (en ligne), 11 mai 2018. Sur Internet : [<URL:https://www.theglobeandmail.com/news/politics/purge-of-canadas-fisheries-libraries-a-historic-loss-scientists-say/article16237051/>](https://www.theglobeandmail.com/news/politics/purge-of-canadas-fisheries-libraries-a-historic-loss-scientists-say/article16237051/).

« Good news, bad news as libraries remain open but underfunded, say librarians », *CBC News* (en ligne), 4 avril 2018. Sur Internet : [<URL:https://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/library-no-closure-announcement-1.4603116>](https://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/library-no-closure-announcement-1.4603116).

GOULDING, A. « Editorial: Libraries and social capital », *Journal of Librarianship and Information Science*, vol. 36, n° 1 (2004), p. 3 à 6. doi:10.1177/0961000604042965

GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK. Communiqué : Célébration du tout premier Mois des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick en octobre (en ligne), 30 septembre 2016. Sur Internet : [<URL:https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/affaires_autochtones/nouvelles/communiqués.2016.09.0932.html>](https://www2.gnb.ca/content/gnb/fr/ministeres/affaires_autochtones/nouvelles/communiqués.2016.09.0932.html).

GRIFFIS, M. R. et C.A. JOHNSON. « Social capital and inclusion in rural public libraries: A qualitative approach », *Journal of Librarianship and Information Science*, vol. 46, n° 2 (2014), p. 96 à 109. doi:10.1177/0961000612470277

GUSTINA, M. « Critical optimism: Reimagining rural communities through libraries », *In The Library With The Lead Pipe: An open access, peer-reviewed journal* (en ligne), 18 avril 2018. Sur Internet : [<URL:http://www.inthelibrarywiththeleadpipe.org/2018/critical-optimism/>](http://www.inthelibrarywiththeleadpipe.org/2018/critical-optimism/).

HANCKS, J. W. « Rural public libraries' role in community economic development », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 31, n° 3 (2012), p. 220 à 236. Sur Internet : [<URL:https://doi.org/10.1080/01616846.2012.707108>](https://doi.org/10.1080/01616846.2012.707108).

HILLENBRAND, C. « A place for all: Social capital at the Mount Barker Community Library, South Australia », *Australasian Public Libraries and Information Services* (en ligne), vol. 18, n° 2 (2005a), p. 41 à 58. Sur Internet : [<URL:http://web.a.ebscohost.com.proxy.hil.unb.ca/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=3&sid=93ecf92f-abe2-4622-81bd-52c76ec16e76%40sessionmgr4007>](http://web.a.ebscohost.com.proxy.hil.unb.ca/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=3&sid=93ecf92f-abe2-4622-81bd-52c76ec16e76%40sessionmgr4007).

HILLENBRAND, C. « Public libraries as developers of social capital », *Aplis* (en ligne), vol. 18, n° 1 (2005b), p. 4 à 12. Sur Internet : [<URL:http://web.b.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=1&sid=b985776b-55a6-4014-b950-b96394079b1e%40pdc-v-sessmgr06>](http://web.b.ebscohost.com/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=1&sid=b985776b-55a6-4014-b950-b96394079b1e%40pdc-v-sessmgr06).

HOLT, G. E. « Future economic realities for libraries: A lesson in current events », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 28, n° 3 (2009b), p. 249 à 268. Sur Internet : [<URL:https://doi.org/10.1080/01616840802677941>](https://doi.org/10.1080/01616840802677941).

HOLT, G. E. et D.S. ELLIOTT. « Measuring outcomes: Applying cost-benefit analysis to middle-sized and smaller public libraries », *Library Trends* (en ligne), vol. 51, n° 3 (2003), p. 424 à 440. Sur Internet : [<URL:http://web.b.ebscohost.com.proxy.hil.unb.ca/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=1&sid=a079cb22-50fc-4c16-891a-fbb2a5f95b1b%40pdc-v-sessmgr04>](http://web.b.ebscohost.com.proxy.hil.unb.ca/ehost/pdfviewer/pdfviewer?vid=1&sid=a079cb22-50fc-4c16-891a-fbb2a5f95b1b%40pdc-v-sessmgr04).

JOHNSON, C. A. « Do public libraries contribute to social capital? A preliminary investigation into the relationship », *Library & Information Science Research* (en ligne), vol. 32, n° 2 (2010), p. 147 à 155. Sur Internet : [<URL:https://doi.org/10.1016/j.lisr.2009.12.006>](https://doi.org/10.1016/j.lisr.2009.12.006).

JOHNSON, C. A. « How do public libraries create social capital? An analysis of interactions between library staff and patrons », *Library & Information Science Research* (en ligne), vol. 34, n° 1 (2012), p. 52 à 62. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1016/j.lisr.2011.07.009>>.

JOHNSON, C. A. et M. R. GRIFFIS. « The effect of public library use on the social capital of rural communities », *Journal of Librarianship and Information Science*, vol. 46, n° 3 (2014), p. 179 à 190. doi:10.1177/0961000612470278

KHOIR, S., J. DU, M. DAVISON et A. KORONIOS. « Contributing to social capital: An investigation of Asian immigrants' use of public library services », *Library & Information Science Research* (en ligne), vol. 39, n° 1 (2017), p. 34 à 45. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1016/j.lisr.2017.01.005>>.

LEAVITT, L. L., C. HAMILTON-PENNELL et B. FAILS. « An economic gardening pilot project in Michigan: Libraries and economic development agencies collaborating to promote entrepreneurship », *Journal of Business & Finance Librarianship* (en ligne), vol. 15, n° 3-4 (2010), p. 208 à 219. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/08963568.2010.487692>>.

EMPLOISNB. *New Brunswick Analysis 2016 Census topic: Age & sex* (en ligne), 28 juillet 2017 (consulté le 17 avril 2019). Sur Internet : <URL:<https://www.nbjobs.ca/sites/default/files/2017-07-28-age-and-sex.pdf>>.

SERVICE DES BIBLIOTHÈQUES PUBLIQUES DU NOUVEAU-BRUNSWICK. « Points de service », *Rapport des statistiques 2014-2015 des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick* (en ligne), 2015. Sur Internet : <URL:https://www2.gnb.ca/content/dam/gnb/Departments/nbpl-sbpnb/pdf/rapport_annuel_2014-2015.pdf>.

OCLC. *How Canadian public libraries stack up* (en ligne), 2011. Sur Internet : <URL:https://www.oclc.org/content/dam/oclc/reports/canadastackup/214109cef_how_libraries_stack_up.pdf>.

Les essentiels de l'OCDE : le capital humain (en ligne), 2001. Sur Internet : <URL:<https://www.oecd.org/insights/37967294.pdf>>.

OLIPHANT, T. « "I'm a library hugger!": Public libraries as valued community assets », *Public Library Quarterly* (en ligne) vol. 33, n° 4 (2014), p. 348 à 361. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/01616846.2014.970431>>.

PORTES, A. et P. LANDOLT. « The downside of social capital », *The American Prospect* (en ligne), mai-juin 1996. Sur Internet : <URL:<http://link.galegroup.com/apps/doc/A21093810/EAIM?u=mnadwl&sid=EAIM&xid=eab53e3d>>.

« Public libraries board releases list of 54 libraries to close », *CBC News* (en ligne), 28 avril 2016. Sur Internet : <URL:<https://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/closing-libraries-1.3557776>>.

ROBERTS, T. et C. ENSING. « Library closures suspended until review completed », *CBC News* (en ligne), 30 juin 2016. Sur Internet : <URL:<https://www.cbc.ca/news/canada/newfoundland-labrador/nl-public-libraries-update-1.3659833>>.

SAWYER, R. « The economic and job creation benefits of Ontario public libraries », *The Bottom Line* (en ligne), vol. 9, n° 4 (1996), p. 14 à 26. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1108/08880459610131781>>.

SMITH, S. A. « The future of small rural public libraries in America: A report prepared for the board of the Langlois Public Library », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 33, n° 1 (2014), p. 83 à 85. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/01616846.2013.848138>>.

STATISTIQUE CANADA. Série « *Perspective géographique* », *Recensement de 2011*, produit n° 98-310-XWE2011004 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa (Ont.), 2010.

STATISTIQUE CANADA. Série « *Perspective géographique* », *Recensement de 2016*, produit n° 98-404-X2016001 au catalogue de Statistique Canada, Ottawa (Ont.), 2017.

TAYLOR, N. G., P. T. JAEGER, A. J. MCDERMOTT, C. M. KODAMA et J. C. BERTOT. « Public libraries in the new economy: Twenty-first century skills, the internet, and community needs », *Public Library Quarterly* (en ligne), vol. 31, n° 3 (2012), p. 191 à 219. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1080/01616846.2012.707106>>.

VÂRHEIM, A. « Social capital and public libraries: The need for research », *Library & Information Science Research*, vol. 29, n° 3 (2007), p. 416 à 428. doi:10.1016/j.lisr.2007.04.009

VÂRHEIM, A. *Theoretical approaches on public libraries as places creating social capital* (en ligne), rapport présenté au Congrès mondial des bibliothèques et de l'information : 74^e assemblée générale de l'IFLA (International Federation of Library Associations), Québec, Canada, 2008. Sur Internet : <URL:<http://www.ifla.org/IV/ifla74/papers/091-Varheim-en.pdf>>.

VÂRHEIM, A. « Public libraries: Places creating social capital? », *Library Hi Tech*, vol. 27, n° 3 (2009), p. 372 à 381. doi:10.1108/07378830910988504

VÂRHEIM, A. « Gracious space: Library programming strategies towards immigrants as tools in the creation of social capital. », *Library & Information Science Research*, vol. 33, n° 1 (2011), p. 12 à 18. doi:10.1016/j.lisr.2010.04.005

VÂRHEIM, A. « Trust in libraries and trust in most people: Social capital creation in the public library », *Library Quarterly: Information, Community, Policy* (en ligne), vol. 84, n° 3 (2014), p. 258 à 277. Sur Internet : <URL:<https://doi.org/10.1086/676487>>.

VÂRHEIM, A. « Public libraries, community resilience, and social capital: Proceedings of the ninth international conference on conceptions of library and information science, Uppsala, Sweden, June 27-29, 2016 », *Information Research* (en ligne), vol. 22, n° 1 (2017). Sur Internet : <URL:<http://www.informationr.net/ir/22-1/colis/colis1642.html>>.

VÂRHEIM, A., S. STEINMO et E. IDE. « Do libraries matter? Public libraries and the creation of social capital », *Journal of Documentation*, vol. 64, n° 6 (2008), p. 877 à 892. doi:10.1108/00220410810912433

WILKINSON, S. *Why we all need libraries* (en ligne), 2018 (consulté le 1^{er} septembre 2018). Sur Internet : <URL:<https://readingagency.org.uk/news/blog/why-we-all-need-libraries.html>>.

ANNEXE

Annexe A. Étiquettes de variables d'événements

Événement survenu	Étiquette de variable d'événement "1"	Étiquette de variable d'événement "0"
Nouvel établissement	Période(s) de survenance/suivant la survenance	Période(s) précédant la survenance
Rénovations	Période(s) de survenance/suivant la survenance	Période(s) précédant la survenance
Agrandissement	Période(s) de survenance/suivant la survenance	Période(s) précédant la survenance
Relocalisation	Période(s) de survenance/suivant la survenance	Période(s) précédant la survenance
Fermeture en raison de travaux de construction	Période(s) de fermeture connexe	Période(s) précédant/suivant la fermeture
Accès aux bibliothèques sept jours/semaine*	Toutes les périodes à compter de la date d'entrée en vigueur	Toutes les périodes précédant la date d'entrée en vigueur
Accès aux bibliothèques le samedi	Toutes les périodes à compter de la date d'entrée en vigueur	Toutes les périodes précédant la date d'entrée en vigueur
Bibliobus hors des villes	Toutes les périodes avant l'interruption du service	Toutes les périodes à compter de la date d'interruption
Livres par la poste hors des villes	Toutes les périodes à compter de la date d'entrée en vigueur	Toutes les périodes précédant la date d'entrée en vigueur
Fermeture permanente	Toutes les périodes depuis la date de déclaration	Toutes les périodes précédant la date de déclaration
Fermeture en raison des conditions météorologiques	La ou les période(s) de survenance uniquement	Toutes les périodes avant/après la survenance

*Ces variables s'appliquent uniquement aux cinq bibliothèques pilotes : Bibliothèque publique de Moncton, Bibliothèque du centenaire de Campbellton, Bibliothèque publique de Saint John – succursale centrale, Bibliothèque publique Mgr-W.-J. Conway (Edmundston) et Bibliothèque publique de Fredericton.

Annexe B. Spécification du modèle

Effets fixes sur les bibliothèques :

nombre d'emprunteurs actifs / mesure à l'échelle du nombre d'emprunteurs actifs / taux de croissance du nombre d'emprunteurs actifs = $\alpha + \beta \text{années}_t + \delta_1 \text{indicateur de plus grande agglomération de recensement} + \delta_2 \text{construction d'un nouvel établissement} + \delta_3 \text{relocalisation} + \delta_4 \text{rénovation} + \delta_5 \text{agrandissement} + \delta_6 \text{programme pilote d'ouverture sept jours/semaine} + \delta_7 \text{fermeture en raison de travaux de construction} + \delta_{10} \text{fermeture en raison des conditions météorologiques} + \theta + e_{it}$

volume de prêts physiques / mesure à l'échelle du volume de prêts physique / taux de croissance du volume de prêts physiques = $\alpha + \beta_1 \text{ années} + \beta_2 \text{ mois} + \delta_1 \text{ indicateur de plus grande agglomération de recensement} + \delta_2 \text{ construction d'un nouvel établissement} + \delta_3 \text{ relocalisation} + \delta_4 \text{ rénovation} + \delta_5 \text{ agrandissement} + \delta_6 \text{ programme pilote d'ouverture sept jours/semaine} + \delta_7 \text{ fermeture en raison de travaux de construction} + \delta_{10} \text{ fermeture en raison des conditions météorologiques} + \theta + e_{it}$

Effets fixes sur les régions :

nombre d'emprunteurs actifs / mesure à l'échelle du nombre d'emprunteurs actifs / taux de croissance du nombre d'emprunteurs actifs = $\alpha + \beta_1 \text{ années}_t + \delta_1 \text{ indicateur de plus grande agglomération de recensement} + \delta_2 \text{ construction d'un nouvel établissement} + \delta_3 \text{ relocalisation} + \delta_4 \text{ rénovation} + \delta_5 \text{ agrandissement} + \delta_6 \text{ programme pilote d'ouverture sept jours/semaine} + \delta_7 \text{ fermeture en raison de travaux de construction} + \delta_{10} \text{ fermeture en raison des conditions météorologiques} + \delta_{11} \text{ régions} + e_{it}$

volume de prêts physiques / mesure à l'échelle du volume de prêts physiques / taux de croissance du volume de prêts physiques = $\alpha + \beta_1 \text{ années}_t + \beta_2 \text{ mois} + \delta_1 \text{ indicateur de plus grande agglomération de recensement} + \delta_2 \text{ construction d'un nouvel établissement} + \delta_3 \text{ relocalisation} + \delta_4 \text{ rénovation} + \delta_5 \text{ agrandissement} + \delta_6 \text{ programme pilote d'ouverture sept jours/semaine} + \delta_7 \text{ fermeture en raison de travaux de construction} + \delta_{10} \text{ fermeture en raison des conditions météorologiques} + \delta_{11} \text{ régions} + e_{it}$

où

* Événements omis du fait de l'absence de variation :

- **Ouverture** de toutes les bibliothèques publiques **le samedi** en juin 2016
- **Service de bibliobus** offert par les bibliothèques publiques du N.-B. à l'échelle de la province, jusqu'à son interruption en mai 2015
- **Remplacement du bibliobus**, un service postal offert à ceux qui utilisaient précédemment le service de bibliobus
- **Livres par la poste** offerts à tous les résidents du N.-B. qui ne peuvent visiter une bibliothèque (p. ex. parce qu'ils n'ont pas de moyen de transport, sont malades ou handicapés)
- **Bibliothèque numérique NB** offerte à tous les détenteurs d'une carte de bibliothèque en décembre 2010
- **Carte à prêts limités** offerte par toutes les bibliothèques publiques du N.-B. aux usagers qui n'étaient pas en mesure de fournir une adresse en décembre 2014
- **Élimination des amendes sur les livres remis en retard** pour les enfants de 12 ans et moins, offerte par toutes les bibliothèques de la province en novembre 2015
- **Deux campagnes de recrutement** du Service des bibliothèques publiques du Nouveau-Brunswick : l'une ciblant les employés du ministère de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail, en juin 2017; l'autre, les employés du gouvernement du Nouveau-Brunswick, en octobre 2017

* Événements omis du fait d'observations trop peu nombreuses :

- **Nouvelle ouverture**, seulement applicable aux bibliothèques publiques de Cap-Pelé et de Rogersville en 2009
- **Fermeture temporaire de bibliothèque publique**, seulement survenue à la Bibliothèque publique de Port Elgin en août 2017

* les événements survenus vérifiables comprennent **construction d'un nouvel établissement, relocalisation, rénovation, agrandissement, programme pilote d'ouverture 7 jours/semaine, fermeture en raison de travaux de construction** et **fermeture en raison**

des conditions météorologiques, où δ est l'incidence moyenne des événements en question sur les mesures d'utilisation des bibliothèques

- * années_t ou mois_t sont les tendances temporelles, et β , l'incidence moyenne des variables temporelles
- * θ représente les effets fixes sur les bibliothèques, tandis que les effets fixes sur les régions sont testés par le contrôle des régions, en utilisant la région de York comme groupe de référence
- * e_{it} est le terme d'erreur
- * α est l'intercept
- * l'année 2010 et le mois de janvier sont omis afin d'éviter une colinéarité parfaite

Annexe C. Effets fixes sur les bibliothèques – mesures des emprunteurs actifs

	Nbre d'obs. :	566	Nbre d'obs. :	566	Nbre d'obs. :	503
	Nbre de groupes :	63	Nbre de groupes :	63	Nbre de groupes :	63
	R ²		R ²		R ²	
	dans les	0,3017	dans les	0,1198	dans les	0,1969
	entre	0,3512	entre	0,0012	entre	0,0457
	Globalement	0,1467	Globalement	0,0035	Globalement	0,1790
	Mesure n° 1		Mesure n° 2		Mesure n° 3	
	Y= nbre d'emprunteurs actifs		Y= Ln (emprunteurs actifs)		Y= Δ Ln (emprunteurs actifs)	
	Coef.	P>t	Coef.	P>t	Coef.	P>t
Plus grandes agglomérations de recensement	omis	omis	omis	omis	omis	omis
Construction d'un nouvel établissement	221	0,432	0,20	0,258	-0,05	0,155
Relocalisation	-241	0,322	-0,20	0,189	-0,01	0,744
Rénovations	2	0,984	-0,08	0,111	-0,04	0,302
Fermeture en raison de travaux de construction	-172	0,093	-0,02	0,574	0,00	0,983

<i>Fermeture en raison des conditions météorologiques</i>	-463	0,158	-0,32	0,354	-0,39	0,231
<i>Programme pilote d'ouverture sept jours/semaine</i>	717	0,091	0,07	0,136	0,03	0,086
<i>Agrandissement</i>	497	0,066	0,07	0,246	0,02	0,373
<i>_constante</i>	1 521	0,000	6,85	0,000	-0,04	0,001
2011	12	0,612	-0,03	0,208	0,02	0,455
2012	-43	0,027	-0,03	0,018	0,04	0,081
2013	-22	0,377	-0,03	0,040	0,04	0,011
2014	-44	0,099	-0,03	0,038	0,05	0,001
2015	-131	0,000	-0,10	0,000	-0,02	0,311
2016	51	0,201	0,03	0,256	0,17	0,000
2017	-26	0,556	-0,02	0,629	omis	omis
2018	59	0,275	0,03	0,463	0,10	0,000

Annexe D. Effets fixes sur les bibliothèques – mesures des prêts physiques

	Nbre d'obs. :	6 804	Nbre d'obs. :	6 789	Nbre d'obs. :	6 726
	Nbre de groupes :	63	Nbre de groupes :	63	Nbre de groupes :	63
	R ²		R ²		R ²	
	dans les	0,2102	dans les	0,2736	dans les	0,1943
	entre	0,0542	entre	0,0004	entre	0,0075
	globalement	0,0360	globalement	0,0185	globalement	0,1805
	Mesure n° 1		Mesure n° 2		Mesure n° 3	
	Y= Nbre de prêts physiques		Y= Ln (prêts physiques)		Y= ΔLn (prêts physiques)	
	Coef.	P>t	Coef.	P>t	Coef.	P>t
<i>Plus grandes agglomérations de recensement</i>	omis	omis	omis	omis	omis	omis
<i>Construction d'un nouvel établissement</i>	-922	0,342	-0,72	0,039	-0,17	0,263
<i>Relocalisation</i>	-249	0,563	0,07	0,605	0,08	0,051
<i>Rénovations</i>	-179	0,313	-0,03	0,695	0,01	0,141

<i>Fermeture en raison de travaux de construction</i>	-2 641	0,009	-1,32	0,000	-0,31	0,001
<i>Fermeture en raison des conditions météorologiques</i>	-258	0,238	0,00	0,939	-0,12	0,132
<i>Programme pilote d'ouverture sept jours/semaine</i>	984	0,004	0,16	0,002	0,00	0,547
<i>Agrandissement</i>	284	0,489	0,01	0,939	0,01	0,279
<i>_constante</i>	3 422	0,000	7,64	0,000	0,16	0,000
2011	-66	0,084	-0,03	0,023	0,00	0,576
2012	-160	0,008	-0,04	0,028	-0,01	0,007
2013	-195	0,025	-0,08	0,001	0,00	0,931
2014	-237	0,005	-0,12	0,000	0,01	0,200
2015	-175	0,052	-0,13	0,001	0,00	0,891
2016	-211	0,018	-0,15	0,000	-0,01	0,190
2017	-253	0,008	-0,18	0,000	-0,01	0,207
2018	-323	0,009	-0,20	0,001	-0,01	0,138
<i>Février</i>	-38	0,049	0,00	0,864	-0,16	0,000
<i>Mars</i>	394	0,000	0,11	0,000	-0,04	0,012
<i>Avril</i>	46	0,344	0,04	0,005	-0,22	0,000
<i>Mai</i>	9	0,802	0,03	0,013	-0,16	0,000
<i>Juin</i>	197	0,043	0,08	0,010	-0,09	0,004
<i>Juillet</i>	910	0,000	0,29	0,000	0,06	0,018
<i>Août</i>	505	0,000	0,15	0,001	-0,29	0,000
<i>Septembre</i>	-29	0,539	0,00	0,933	-0,31	0,000
<i>Octobre</i>	156	0,000	0,07	0,000	-0,09	0,000
<i>Novembre</i>	19	0,402	0,02	0,142	-0,20	0,000
<i>Décembre</i>	-502	0,000	-0,19	0,000	-0,36	0,000

Annexe E. Effets fixes sur les régions – mesures des emprunteurs actifs

	Nbre d'obs .. :	566	Nbre d'obs .. :	566	Nbre d'obs .. :	503
	R ₂ :	0,4053	R ₂ :	0,2699	R ₂	0,2152
	Mesure n° 1		Mesure n° 2		Mesure n° 3	
	Y=		Y= Ln (emprunteurs actifs)		Y= ΔLn (emprunteurs actifs)	
	nbre d'emprunteurs actifs					
	Coef.	P>t	Coef.	P>t	Coef.	P>t

HSJ	24	0,891	0,34	0,001	0,00	0,746
AWK	-429	0,081	-0,31	0,007	0,05	0,003
Chaleur	-52	0,799	0,34	0,003	0,04	0,065
Fundy	334	0,182	0,47	0,000	0,01	0,784
Plus grandes agglomérations de recensement	1 862	0,000	0,76	0,000	0,01	0,528
Construction d'un nouvel établissement	-62	0,710	0,22	0,116	0,02	0,592
Relocalisation	-224	0,566	-0,21	0,319	-0,05	0,194
Rénovations	1 694	0,002	0,50	0,013	-0,04	0,256
Fermeture en raison de travaux de construction	-335	0,549	-0,09	0,691	0,00	0,991
Fermeture en raison des conditions météorologiques	-1 055	0,035	-0,81	0,000	-0,40	0,200
Programme pilote d'ouverture sept jours/semaine	4 618	0,000	1,42	0,000	0,04	0,161
Agrandissement	1 446	0,006	0,21	0,301	0,05	0,146
_constante	1 116	0,000	6,54	0,000	0,03	0,249
2011	21	0,946	-0,03	0,856	-0,08	0,020
2012	-47	0,877	-0,04	0,812	-0,06	0,081
2013	-51	0,866	-0,05	0,765	-0,06	0,035
2014	-199	0,482	-0,08	0,592	-0,06	0,028
2015	-347	0,209	-0,16	0,285	-0,12	0,00
2016	-227	0,432	-0,06	0,706	0,07	0,01
2017	-715	0,009	-0,24	0,101	-0,10	0,00
2018	-677	0,019	-0,18	0,243	omis	omis

Annexe F. Effets fixes sur les régions – mesures des prêts physiques

	Nbre d'obs. :	6 804	Nbre d'obs. :	6 789	Nbre d'obs. :	6 276
	R ₂ :	0,3974	R ₂ :	0,2653	R ₂ :	0,1932
	Mesure n° 1		Mesure n° 2		Mesure n° 3	

	Y= Nbre de prêts physiques		Y= Ln (prêts physiques)		Y= ΔLn (prêts physiques)	
Y= Nbre de prêts physiques	Coef.	P>t	Coef.	P>t	Coef.	P>t
HSJ	-470	0,000	0,30	0,000	0,00	0,979
AWK	-1 427	0,000	-0,30	0,000	0,01	0,573
Chaleur	-1 267	0,000	0,14	0,000	0,01	0,626
Fundy	-561	0,002	0,33	0,000	0,00	0,885
Plus grandes agglomérations de recensement	4 370	0,000	0,84	0,000	0,00	0,635
Construction d'un nouvel établissement	64	0,620	0,06	0,158	0,00	0,954
Relocalisation	-1 301	0,000	-0,13	0,017	0,01	0,471
Rénovations	2 589	0,000	0,32	0,000	0,01	0,681
Fermeture en raison de travaux de construction	-2 256	0,001	-0,92	0,000	-0,27	0,127
Fermeture en raison des conditions météorologiques	-1 043	0,163	-0,30	0,125	-0,11	0,131
Programme pilote d'ouverture sept jours/semaine	9 740	0,000	1,54	0,000	0,00	0,958
Agrandissement	3 651	0,000	0,33	0,000	0,01	0,603
_constante	3 105	0,000	7,36	0,000	0,15	0,000
2011	-111	0,609	-0,05	0,298	0,00	0,889
2012	-244	0,253	-0,06	0,160	-0,02	0,236
2013	-482	0,021	-0,12	0,009	0,00	0,850
2014	-724	0,000	-0,20	0,000	0,00	0,751
2015	-748	0,000	-0,20	0,000	0,00	0,941
2016	-1 388	0,000	-0,32	0,000	-0,01	0,555
2017	-1 765	0,000	-0,39	0,000	-0,01	0,469
2018	-1 910	0,000	-0,41	0,000	-0,01	0,422
Février	-51	0,815	-0,01	0,913	-0,16	0,000
Mars	357	0,125	0,11	0,047	-0,04	0,002
Avril	4	0,985	0,03	0,547	-0,22	0,000
Mai	-130	0,539	0,01	0,906	-0,16	0,000
Juin	62	0,780	0,06	0,242	-0,09	0,000
Juillet	772	0,001	0,27	0,000	0,06	0,000
Août	367	0,113	0,13	0,013	-0,29	0,000
Septembre	-173	0,411	-0,02	0,689	-0,31	0,000
Octobre	1	0,997	0,04	0,402	-0,09	0,000
Novembre	-148	0,490	-0,01	0,907	-0,20	0,000
Décembre	-668	0,001	-0,21	0,000	-0,36	0,000